

COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON
PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 MAI 2021

Compte rendu affiché le : 10 mai 2021

L'an deux mille vingt et un, le trois mai, à dix-neuf heures, le conseil municipal s'est réuni, après report de la séance du 28 avril, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle Henri PAC, parc du Casino de Bagnères de Luchon (afin de garantir le respect des mesures sanitaires liées à la crise du COVID19), sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le vingt-neuf avril deux mille vingt et un conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, maire, M. Gilles TONIOLO, Mme Catherine DERACHE, M. Claude LACOMBE, Mme Sabine CAZES, M. Ahmide RADI, Adjoint au Maire.

M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Michel LERAY, M. Olivier PERUSSEAU, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Audrey CONAN, M. Gérard SUBERCAZE, M. John PALACIN (**arrivé à 19 h 44**) Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, Conseillers Municipaux.

Excusés :

Mme Michèle BOY ayant donné procuration à M. Olivier PERUSSEAU.

Mme Françoise BRUNET LACQUE ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.

Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.

M. John PALACIN ayant donné procuration à M. Gérard SUBERCAZE.

Absent : 0.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'afin de garantir le respect des mesures sanitaires le conseil se tient sans la présence de public avec la seule présence de la presse et celle des services municipaux en charge de l'organisation conformément aux dernières directives.

Monsieur le maire rappelle que la séance est retransmise en direct (Facebook Live) sur la page facebook officielle de la mairie afin de satisfaire aux obligations de publicité.

Compte-tenu des dernières mesures gouvernementales qui préconisent que seules les réunions impérieuses doivent être maintenues et dans des conditions similaires au 1^{er} déconfinement, le Pavillon Normand étant occupé par le centre de vaccination, la réunion se tient donc ce soir dans cette salle garantissant ainsi le respect des distances.

Le port du masque est obligatoire.

Monsieur le maire rappelle que les prises de paroles se feront avec les micros sans fil à disposition et que ces derniers seront désinfectés systématiquement.

Monsieur le maire procède à l'appel des élus.

Monsieur le maire déclare que le quorum est atteint.

Monsieur le maire énonce les pouvoirs à l'assemblée :

- Mme DE FARCY à M. GIMENEZ

- Mme BRUNET à M. TORRES

- Mme BOY à M. PERUSSEAU

- M. PALACIN à M. SUBERCAZE et arrivé à 19 h 44.

Monsieur le maire ouvre la séance et désigne madame Audrey CONAN en tant que secrétaire.

Monsieur le maire annonce aux élus et pour le public qui suit la retransmission via la page facebook de la mairie que ce jour, à 16 h 00, par un communiqué des autorités gouvernementales, le droit de rouvrir les établissements thermaux a été fixé au 19 mai.

Monsieur le maire précise qu'en ce qui concerne Luchon, étant donné les contraintes techniques liées à la réouverture et les autorisations préalables imposées par l'ARS, les thermes ouvriront leurs portes le lundi 7 juin 2021.

Concernant la DSP des thermes, monsieur le maire précise aux élus qu'il y a également une bonne nouvelle puisque, pendant ce conseil municipal, il sera procédé au vote du dépôt de permis de construire lié au dossier ce qui signifie que l'avancée de la DSP est donc en très bonne voie.

Monsieur le maire demande aux élus de bien vouloir patienter en fin de séance afin de signer les documents comptables liés au vote des budgets.

Monsieur le maire fait un point préalable à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

Il indique aux élus qu'il convient de reporter les points suivants, il s'agit de :

- **Affaires thermales**
 3. Suppression d'une dette.

- **Affaires communales**
 27. Charte de réciprocité entre la commune et les associations.
 28. Règlement d'attribution des subventions.
 29. Attributions des subventions aux associations 2021.
 30. Demande de subvention pour la table de jeux du casino.
 32. Convention avec la compagnie « Comédie du Mas ».
 35. Motion de soutien en faveur d'une concertation préalable au niveau de la communauté de communes lorsque des porteurs de projets publics ou privés souhaitent installer des infrastructures ou des équipements sur une commune et que ces équipements ont une incidence sur l'ensemble du territoire communautaire et sur sa population.
 43. Avis ICPE.
 44. Centre de vaccination dédié COVID19 : subvention

Et qu'il convient d'ajouter à l'ordre du jour la délibération suivante :

- Mandat Spécial du Maire.

L'assemblée délibérante approuve à l'unanimité les modifications exposées.

Monsieur le maire soumet le procès-verbal de la séance du 22 janvier 2021 à l'approbation de l'assemblée. Le procès-verbal de la séance du 22 janvier 2021 est approuvé à l'unanimité par les élus.

Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

0. REPORTS DE POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR ET ACCEPTATION D'UN AJOUT D'UN POINT A L'ORDRE DU JOUR

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique à l'assemblée qu'il convient de reporter huit points inscrits à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

Affaires thermales

- Suppression d'une dette.

Affaires communales

- Charte de réciprocité entre la commune et les associations.
- Règlement d'attribution des subventions.
- Attributions des subventions aux associations 2021.
- Demande de subvention pour la table de jeux du casino.
- Convention avec la compagnie « Comédie du Mas ».
- Motion de soutien en faveur d'une concertation préalable au niveau de la communauté de communes lorsque des porteurs de projets publics ou privés souhaitent installer des infrastructures ou des équipements sur une commune et que ces équipements ont une incidence sur l'ensemble du territoire communautaire et sur sa population.
- Avis ICPE.
- Centre de vaccination dédié COVID19 : subvention.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il convient d'ajouter un point à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

- Mandat spécial au maire.

Monsieur le maire précise aux élus que s'ils acceptent cet ajout, ce point sera examiné en fin de séance et portera le numéro suivant à l'ordre du jour :

- 44 BIS : Mandat spécial au Maire.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la modification de l'ordre du jour tel qu'exposé en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la modification de l'ordre du jour tel qu'exposé en séance.

AFFAIRES THERMALES

1. APPROBATION DU BUDGET ANNEXE DES THERMES 2021.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire rappelle aux élus que ce point vient d'être abordé au cours de la séance du conseil d'exploitation de la régie des thermes qui n'est pas retransmise.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que la réouverture des thermes est prévue pour le 7 juin.

Monsieur le maire indique également, que s'agissant de l'année 2021, il sera certainement nécessaire de proposer une modification de ce budget étant donné les incertitudes liées à la fréquentation et également en termes de jauges de fréquentation, c'est encore un peu nébuleux à ce jour.

Monsieur maire indique que dans le budget présenté en séance, l'hypothèse prise s'appuie sur les recommandations du centre national des établissements thermaux :

- Une fréquentation à 6000 curistes sur l'année soit un peu plus du double de l'année dernière pour un montant de recettes estimé à 3.2 millions d'euros.

Monsieur le maire souligne que les charges de personnel et frais assimilés baissent pour tenir compte des ajustements divers qui ont été retenus, malgré tout, à la fin de l'année, à une perte d'exploitation est estimée à environ 1.7 million.

Monsieur le maire indique que le budget de la ville sera amené à compenser en versant une subvention d'équilibre exceptionnelle comme cela avait été le cas l'année passée. La commune avait versé au budget des thermes une subvention d'équilibre de 2.3 millions.

Monsieur le maire rappelle que les élus ont reçu les délibérations ainsi que leurs annexes en version papier et dématérialisée.

Monsieur le maire rappelle les points principaux du budget présenté :

- La baisse de fréquentation qui est limitée à 6000 curistes
- Ce qui induit une perte d'exploitation de 1.7 million.

Monsieur le maire indique que les investissements qui seront accomplis en 2021 aux thermes s'élèvent à 1.2 million et consistent essentiellement en des investissements de mise aux normes sanitaires et techniques.

Monsieur le maire indique aux élus qu'ils disposent du détail des différents postes dans les documents qui leur ont été remis.

Monsieur le maire donne lecture à l'assemblée délibérante du budget primitif 2021 du budget annexe de la régie des thermes.

Monsieur le maire demande aux élus d'émettre un avis favorable sur les propositions budgétaires suivantes :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 5 143 942.33 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 1 266 423.90 €.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 03/05/2021.

Monsieur Le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver les propositions budgétaires exposées en séance, de voter, article par article ou par opération en section d'investissement et

chapitre par chapitre en section de fonctionnement, les ouvertures de crédits proposées et d'arrêter le budget primitif 2021 de la régie des thermes tel que suit :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 5 143 942.33 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 1 266 423.90 €.

Monsieur le maire demande aux élus s'ils souhaitent soulever des points particuliers.

Madame CAU souhaite revenir sur les charges de personnel.

Concernant le compte 6215 elle estime qu'il s'agit du personnel permanent et constate que la somme est bien moindre : 381000 euros et 385 000 l'an dernier.

Madame CAU demande s'il y a eu des transferts ?

Monsieur le maire confirme qu'il s'agit bien des agents permanents.

Madame CAU indique qu'il y a une baisse considérable.

Monsieur le maire répond que l'on passe de 385000 à 381000.

Madame CAU demande si cela concerne bien 17 agents.

Monsieur le maire répond que cela concerne 13 agents.

Madame CAU répond que si cela suffit c'est très bien.

Madame CAU souligne une baisse au compte 6411 pour les saisonniers, elle souhaite avoir confirmation que la diminution de 1.7 million à 1.4 million est en lien avec la crise de la COVID19.

Monsieur le maire indique que des hypothèses de fréquentation et donc d'emploi de saisonniers ont été réalisées mais rappelle que c'est le tout début de saison, la seconde année de crise sanitaire COVID19, il est difficile d'être précis.

Monsieur le maire indique à nouveau qu'il y aura un budget modificatif probablement en cours du mois de juillet qui permettra d'être plus précis dans les estimations.

Madame CAU évoque le compte 6474 « versements aux autres œuvres sociales », elle précise qu'il y a toujours eu quelque chose d'inscrit, l'année passée, 59.693 euros, elle demande si cela correspond aux retraites des saisonniers qui ne figurent pas dans le budget.

Monsieur le maire répond qu'un petit audit est mené actuellement sur le problème de la redistribution de ces sommes et ce point sera revu au mois de juillet.

Madame CAU demande si, sur le compte 658, les 350.000 euros correspondent à la participation des thermes à la ville. Il y avait 320.624 euros l'an passé.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Madame CAU fait remarquer que la participation est un peu plus importante que l'année dernière.

Monsieur le maire confirme car il est espéré également que l'activité sera plus importante.

Concernant les recettes, par rapport aux salaires, madame CAU souhaite savoir si les 166 671 euros correspondent aux remboursements des salaires.

Madame CAU indique qu'elle n'a plus de questions concernant le fonctionnement et souhaite aborder l'investissement.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur PERUSSEAU intervient au sujet des dépenses liées au marketing et au développement commercial, les annonces, foires etc....

Monsieur PERUSSEAU relève que le montant de ces dépenses est en baisse, il estime que cela est étonnant en période de relance.

Monsieur PERUSSEAU souhaite savoir ce qu'il est prévu pour faire revenir des curistes.

Monsieur le maire indique que si l'on procède à une comparaison, on constate que, pour une année impactée par la COVID, ces dépenses restent importantes.

Ce qui augmente, ce sont les frais de catalogue et 50.000 euros d'annonces et d'insertions.

Monsieur le maire indique que le site internet a été entièrement refait et comporte des opérations de marketing également, il sera mis en ligne la semaine prochaine.

Monsieur le maire rappelle aux élus que, comme évoqué en conseil d'exploitation, une réflexion avec l'association des maires de villes thermales est en cours pour finaliser un produit commun à toutes les villes thermales.

Monsieur PERUSSEAU remercie le maire pour ces réponses.

Il revient sur l'aspect marketing en indiquant que l'on passe de 188.000 à 153.000 euros sur une année pleine.

Monsieur PERUSSEAU précise que le combat va se faire avec la reconquête de curistes donc il aurait préféré qu'on ne fasse pas « un tir plus bas » par rapport à ce qui se pratiquait auparavant.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il est possible d'imaginer des actions qui se feraient avec les commerçants qui seraient des actions promotionnelles avec des cartes de réduction pour les curistes.

Monsieur le maire répond que c'est ce qui se prépare. Un consensus entre les maires des villes thermales devrait aboutir prochainement sur un produit à peu près similaire, cela a été initié il y a quelques semaines et est sur le point d'aboutir.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il faut se mettre d'accord avec les commerçants, les acteurs économiques de la ville. Il faut peut-être se mettre d'accord avec les autres villes thermales mais à coup sûr avec les acteurs économiques de la ville.

Monsieur le maire indique que c'est inclus dans la réflexion.

Monsieur PERUSSEAU souhaite savoir si les discussions ont commencé.

Monsieur le maire indique que dès que le produit sera finalisé, les discussions suivront.

Monsieur PERUSSEAU rappelle que les thermes vont rouvrir début juin et que nous sommes début mai et que le temps de communiquer à des possibles curistes, faire la démarche etc.... le timing est serré.

Monsieur le maire répond que les mailings sont faits et que le site sera opérationnel dans quelques jours ce qui permettra de faire des opérations marketing ciblées.

Madame CAU revient sur une question relative au personnel et à un tableau dans lequel il est mentionné que tout le personnel saisonnier est recruté au 3 mai pour 2 mois et mis immédiatement en chômage partiel, madame CAU indique que c'est très bien.

Toutefois, madame CAU fait remarquer qu'à partir du mois de juillet, pour l'ouverture (et peut-être à présent à partir de juin), pour ce personnel, il n'y aura que quelques personnes qui seront recrutées mois par mois.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit de la même démarche que les autres années.

Madame CAU indique qu'il va y avoir des saisonniers qui ne seront pas recrutés mois par mois après l'ouverture, tout le monde ne sera pas repris et ceux qui n'ont qu'un contrat de deux mois, vont retomber au chômage sans avoir droit au chômage partiel.

Monsieur le maire répond que, comme les autres années, le maximum sera fait pour reprendre un maximum de saisonniers et si on ne peut pas les accueillir au sein des thermes, des postes de saisonniers seront trouvés au sein de la mairie.

Monsieur FERRE évoque le respect de la convention du thermalisme et des accords d'entreprise qui ont été signés il y a quelques années, qui prévoient que les personnels saisonniers sont repris

automatiquement s'ils n'ont pas reçu un courrier en fin de saison indiquant qu'ils ne seraient pas repris la saison suivante.

Monsieur le maire répond que madame DANTES (DGS de la collectivité) vient de lui préciser que les deux mois couvrent cet accord.

Madame DANTES indique que le contrat de travail qui est fait pour mettre les agents au chômage partiel de deux mois couvre l'accord collectif qui dit que les agents doivent être recrutés au minimum un tiers de la durée précédente.

Monsieur FERRE indique qu'il lui semble que le gouvernement avait incité à embaucher les personnels saisonniers et à les mettre au chômage partiel, il demande s'il n'aurait pas été possible de le faire plus tôt au niveau de la ville de Luchon ce qui aurait permis à ces personnels saisonniers d'avoir des revenus un peu plus importants que ceux qu'ils ont puisqu'actuellement ils touchent le chômage saisonnier qui est particulièrement bas.

Monsieur le maire répond que bien sûr, dans l'idéal, il est d'accord avec monsieur FERRE mais que, pour la saison thermale, l'accord du ministère est intervenu il y a seulement 15 jours.

Monsieur FERRE indique que c'est donc contradictoire avec les annonces qui ont été faites par le gouvernement lui-même.

Monsieur le maire confirme que pour la saison thermale l'accord est bien intervenu il y a seulement 15 jours.

Monsieur FERRE pensait que cela recouvrait tous les saisonniers, et trouve cela étonnant.

Monsieur le maire demande aux élus s'ils ont d'autres questions.

Monsieur SUBERCAZE indique qu'il a une question par rapport à l'hypothèse de fréquentation de 6000 curistes pour une perte de 1.7 million s'il comprend bien sur l'exercice.

Monsieur le maire confirme.

Monsieur SUBERCAZE demande au maire si cette hypothèse a été construite par l'équipe.

Monsieur le maire répond par la négative en précisant que son équipe s'est appuyée sur les recommandations du CNETH.

Il rappelle que ce n'est pas spécifique à Luchon, et qu'au niveau national, le chiffre de 60 % de la fréquentation habituelle a été retenu.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que dans quelques semaines un budget affiné sera refait et qui tiendra compte des réservations maintenant que l'annonce de l'ouverture des thermes est faite. Cela devrait inciter les anciens curistes à renouveler leurs cures.

Il est un peu tôt pour anticiper au-delà de ça, pour l'instant monsieur le maire rappelle que le choix est de s'en tenir aux recommandations du CNETH.

Monsieur SUBERCAZE répond qu'il y a donc un risque qui peut être important si l'on n'atteint pas tout à fait le chiffre. Si l'on a un écart sur la fréquentation cela a un impact sur le résultat qui est reporté sur le budget principal.

Monsieur le maire répond que oui tout à fait, et bien entendu c'est une question qui se pose à toutes les stations thermales en l'état actuel de la réflexion globale, la réponse est celle-ci, prendre 60 % sachant que personne n'anticipe que les fréquentations de 2019 seront retrouvées avant 2022 voir 2023, tout dépend de l'évolution de la crise.

Monsieur FOURCADET souhaite connaître le nombre d'inscrits à ce jour pour les cures.

Monsieur le maire informe les élus qu'à ce jour, pour la totalité de l'année il y a 2400 réservations.

Monsieur PERUSSEAU souhaite savoir comment est trouvé le 60 % afin d'aboutir à 3.2 millions car il ne parvient pas au même résultat.

Monsieur le maire répond que c'est 60 % du nombre de curistes.

Monsieur PERUSSEAU est d'accord et demande si la valeur moyenne du curiste a baissé il demande à nouveau comment est trouvée la somme de 3.2 millions avec 60 %.

Monsieur le maire répond que la valeur moyenne du curiste est de 530 euros.

Monsieur PERUSSEAU indique que s'il prend le tableau présenté en multipliant par 60 % il ne trouve pas le même chiffre.

Monsieur le maire répond qu'il a peut-être commis une erreur sur son pourcentage toutefois, la base de calcul est : 6000 curistes X 530 euros et on obtient 3.195.

Monsieur PERUSSEAU répond que ce n'est pas 60 % du compte administratif de 2019.

Monsieur le maire répond que cela fait un peu plus effectivement.

Madame CAU indique qu'il faut souligner que ce budget est prévisionnel et peut donc se transformer tout au long de l'année.

Madame CAU évoque les dépenses d'investissement au niveau du prévu et du réalisé, elle constate que 823 000 euros sont repris et pense qu'on a « laissé tomber » 160.000 euros qu'elle ne retrouve pas.

Elle indique qu'à l'intérieur de cette somme de 823.000 euros, il y a beaucoup de restes à réaliser, pour 202.666 euros.

Madame CAU demande si les travaux du compte 2135 étaient à réaliser par rapport à la DSP.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Elle souhaite savoir si les travaux ont commencé.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Madame CAU indique qu'il avait été prévu de faire emprunt de 75 710 euros et elle constate qu'il n'a pas été réalisé.

Monsieur le maire répond par la négative et précise que l'établissement thermal n'emprunte plus.

Monsieur le maire demande aux élus s'ils ont d'autres questions.

Madame CAU évoque un état qui recense toutes les opérations en cours, elle relève la somme de 3.92 millions avec des restes à réaliser.

Madame CAU interrompt son analyse, le document évoqué relevant du budget principal.

Monsieur le maire demande s'il y a d'autres questions.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que ce budget sera présenté en modification en juillet prochain au vu de la situation réelle de la fréquentation et de la situation sanitaire.

Monsieur le maire propose aux élus de passer au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 2 abstentions (M. SUBERCAZE et M. PALACIN) et 2 voix contre (Mme CAU et M. FERRE),

- émet un avis favorable sur les propositions budgétaires exposées en séance,
- vote, article par article ou par opération en section d'investissement et chapitre par chapitre en section de fonctionnement, les ouvertures de crédits proposées et arrête le budget primitif 2021 de la régie des thermes tel que suit :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 5 143 942.33 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 1 266 423.90 €.

2. AUTORISATION A CONSTITUER DES GARANTIES POUR CERTAINS CREANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE.

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire indique aux élus que l'Agence France Locale (AFL) a accordé un prêt à la régie des thermes et selon les statuts de cette agence, le bénéficiaire (les thermes) s'engage à garantir l'AFL pour le même montant qu'il reçoit.

Monsieur le maire rappelle que cette délibération est ainsi présentée au vote depuis 2017.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu la délibération n°DEL20200048 en date du 23 mai 2020 ayant confié à monsieur le maire la compétence en matière d'emprunts ;

Vu la délibération n°DELTH20160034, en date du 14 décembre 2016 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la Régie des Thermes de Luchon ;

Vu l'acte d'adhésion au Pacte d'Actionnaires de l'Agence France Locale signé le 12 novembre 2018, par la Régie des Thermes de Luchon ;

Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de la Commune de Bagnères- de- Luchon, afin que la Commune de Bagnères- de- Luchon puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale ;

Vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en annexe de la présente délibération.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des thermes du 03/05/2021.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante :

- De décider que la Garantie de la Régie des Thermes de Luchon est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (les Bénéficiaires) :

- Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2021 est égal au montant maximal des emprunts que la Régie des Thermes de Luchon est autorisée à souscrire pendant l'année 2021,

- La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la Régie des Thermes de Luchon pendant l'année 2021 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
- La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ;
- Si la Garantie est appelée, la Régie des Thermes de Luchon s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;
- Le nombre de Garanties octroyées par le Maire, Président de la Régie des Thermes de Luchon, au titre de l'année 2021 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ;
- D'autoriser le Maire, Président de la Régie des Thermes de Luchon, pendant l'année 2021, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Régie des Thermes de Luchon, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes ;
- D'autoriser le Maire, Président de la Régie des Thermes de Luchon, à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide,

- Que la Garantie de la Régie des Thermes de Luchon est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (*les Bénéficiaires*) :
 - Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2021 est égal au montant maximal des emprunts que la Régie des Thermes de Luchon est autorisée à souscrire pendant l'année 2021,
 - La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la Régie des Thermes de Luchon pendant l'année 2021 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
 - La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ;
 - Si la Garantie est appelée, la Régie des Thermes de Luchon s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;
 - Le nombre de Garanties octroyées par le Maire, Président de la Régie des Thermes de Luchon, au titre de l'année 2021 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la

limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ;

- D'autoriser le Maire, Président de la Régie des Thermes de Luchon, pendant l'année 2021, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Régie des Thermes de Luchon, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes ;
- D'autoriser le Maire, Président de la Régie des Thermes de Luchon, à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

3. SUPPRESSION D'UNE DETTE.

Délibération reportée.

4. OUVERTURES DES POSTES D'AGENTS SAISONNIERS A LA REGIE DES THERMES :

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire propose aux élus que dès le mois de mai 2021, les agents soient recrutés et mis au chômage partiel jusqu'au 7 juin 2021 pour la majorité d'entre eux.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'il convient de procéder aux ouvertures de postes détaillées en annexe de la présente délibération, pour le bon fonctionnement de l'établissement.

Vu l'avis du conseil d'exploitation du 03 mai 2021.

Monsieur le Maire propose aux élus d'approuver les ouvertures de postes selon les modalités exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les ouvertures de postes selon les modalités exposées en séance.

AFFAIRES EHPAD ERA CASO

5. BUDGET PREVISIONNEL 2021 HEBERGEMENT

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que ce point a été évoqué en conseil d'exploitation de l'Ehpad ce même jour qui vient de se tenir.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit pour ce point de procéder au vote du budget de l'Ehpad ERA CASO en ce qui concerne la partie hébergement.

Monsieur le maire rappelle aux élus que le budget de l'Ehpad est composé de trois sections, une section hébergement, une section dépendance et une section soins. Ces deux dernières sections ne sont pas négociables.

Monsieur le maire précise que la seule partie sur laquelle le conseil municipal peut intervenir concerne la détermination du coût de l'hébergement.

Pour 2021, il est proposé une modification modeste du tarif d'hébergement, il est proposé de passer de 55.70 euros à 55.79 euros.

Monsieur le maire indique aux élus que le budget présenté n'appelle pas de modifications notables excepté un montant de 249.000 euros prévu en investissement (principalement des travaux d'amélioration, des menuiseries intérieures, extérieures, des lits, des matériels) et 40 000 euros pour une étude de maîtrise d'ouvrage pour la rénovation des salles de bains qui en ont besoin.

Monsieur le maire rappelle aux élus que l'établissement est concerné par la réforme budgétaire introduite par les lois d'adaptation de la société au vieillissement et de financement de la sécurité sociale de 2016, 2017 et 2018. En conséquence, l'établissement est soumis à la circulaire du 12 juillet 2018 relative à l'état des prévisions de recettes et de dépenses (EPRD) des établissements et services médico-sociaux gérés en nomenclature comptable M22, et devra donc adopter un EPRD en lieu et place du budget, avant le 30 avril 2021.

Cependant, tant que le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens n'est pas signé avec les autorités de tarification (Agence Régionale de Santé et Conseil Départemental 31), il convient de transmettre le budget prévisionnel section hébergement au Conseil Départemental 31 pour la négociation et la fixation du tarif hébergement pour l'année 2021. Ce budget prévisionnel sert de base de négociation avec le CD 31.

Monsieur le maire laisse les élus prendre connaissance de l'annexe à la présente.

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante que les éléments suivants sont à noter :

- Le taux d'activité envisagé est de 96.5%. (Identique à 2020).
- Le tarif hébergement envisagé est de 55.79 € (tarif moyen 2021 : 55.70 €).

La section d'exploitation est à l'équilibre en recettes et en dépenses à 1 367 161.72€.

La section d'investissement est à l'équilibre en recettes et en dépenses à 335 109.75 €.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 03/05/2021.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de procéder au vote du budget prévisionnel 2021 hébergement tel que présenté.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, vote le budget prévisionnel 2021 hébergement tel que suit :

La section d'exploitation est à l'équilibre en recettes et en dépenses à 1 367 161.72€.

La section d'investissement est à l'équilibre en recettes et en dépenses à 335 109.75 €.

AFFAIRES COMMUNALES

6. REGIME DES DELEGATIONS – COMPTE-RENDU DES DECISION INTERVENUES

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'ils ont été destinataires de ces éléments en même temps que la convocation à l'assemblée du jour. Il rappelle que l'approbation de l'assemblée n'est pas nécessaire, il s'agit d'une information qu'il doit aux élus et qui fait état de toutes les décisions que monsieur le maire a été amené à prendre dans le cadre des délégations au maire confiées par le conseil municipal.

Monsieur le maire indique aux élus qu'ils disposent du compte-rendu.

Monsieur le maire précise aux élus que la majeure partie des décisions qui ont été prises en vertu de la délégation confiée par le conseil municipal et qui sont présentées ci-après, concernent des remises de prix accordées aux commerçants afin de tenir compte de la crise sanitaire liée à la COVID19.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent également du détail de l'emprunt de 1.7 million qui a été beaucoup évoqué lors des précédents conseils municipaux. Cet emprunt a été souscrit auprès de deux établissements et c'est cet emprunt de 1.7 million qui a permis de verser l'année dernière une subvention d'équilibre aux thermes.

Monsieur PERUSSEAU souhaite que lui soit rappelé le montant de délégation sur les emprunts.

Monsieur le maire répond, 4 millions.

Monsieur PERUSSEAU remercie pour la réponse.

Monsieur le Maire rend compte aux membres du conseil municipal des décisions intervenues dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'autorisation du 23 mai 2020 lui conférant délégation pour assumer la simplification et l'accélération des affaires de la commune.

Au titre du deuxième point du texte des délégations au Maire :

2020 :

- Suite aux difficultés rencontrées par les commerçants de la halle et du marché de plein vent pour l'année 2020 liée à la pandémie (Covid-19), les tarifs d'occupation du domaine public communal des loges de la halle et des commerces du marché de plein vent pour l'année 2020, seront minorés de 25% sur le montant annuel dû.

Cette révision des tarifs des droits de place ne sera effective et prise en compte qu'à titre exceptionnel pour l'année 2020.

2021 :

- Est approuvée la convention d'occupation temporaire du domaine public, pour deux emplacements de 20 m² situés dans le parc thermal des Quinconces et allées des Bains à Bagnères de Luchon, passée en date du 11 février 2021 avec Monsieur Jean-Eric CAVALLO, domicilié Le Gerlon 31110 Cier de Luchon, exploitant l'activité Gyropodes, avec une redevance globale annuelle pour l'année 2021, de 500 €.

- Est approuvée la convention d'occupation temporaire du domaine public, pour un emplacement de 100 m² situé dans le parc thermal des Quinconces à Bagnères de Luchon, passée le 11 février 2021 avec Monsieur Frédéric DESCOMPS, domicilié 8 boulevard Henri de Gorsse 31110 Bagnères de Luchon, afin d'y exploiter un métier forain « KANGOU JUMP TRAMPOLINE », avec une redevance globale annuelle pour l'année 2021, de 500 €.

- Est approuvée la convention d'occupation temporaire du domaine public, pour un emplacement de 60 m² situé dans le parc thermal des Quinconces à Bagnères de Luchon, passée le 11 février 2021 avec Monsieur Frédéric DESCOMPS, domicilié 8 boulevard Henri de Gorsse 31110 Bagnères de Luchon, afin d'y exploiter un métier forain « MANEGE D'ENFANTS », avec une redevance globale annuelle pour l'année 2021, de 2.800€.

- Est approuvé l'avenant N°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation du bar-restaurant « le Fairway » situé au golf de Luchon, avec la SAS Birdy – Avenue du Bois Chantant – 31 110 Montauban de Luchon accordant une réduction du montant dû au titre de la redevance annuelle de 25 % au motif que l'activité de la société Birdy a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

- Est approuvé l'avenant N°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation du snack-restaurant, buvette, salon de thé « la Guinguette du lac de Badech », avec la SARL Avelie – 21, rue Alexandre Dumas – 31 110 Bagnères de Luchon accordant une réduction du montant dû au titre de la redevance annuelle de 25 % au motif que l'activité de la société Avelie a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

- Le tarif des repas des écoles primaires et maternelles de Bagnères de Luchon est fixé à 3,40 € à compter du 01 janvier 2021.

- Est approuvée la convention de concession de loge du marché couvert situé dans la halle de la place Gabriel Rouy à Bagnères de Luchon entre la commune et monsieur MARTIN DE MATOS Damien à compter du 01 décembre 2020 pour la loge n° 3 réservée aux activités de « vente de café, thé, bouteilles de porto et de vin et vin en vrac ». La durée de la concession est de 2 ans renouvelable 1 an. Le montant annuel compte tenu de la surface est de 1296,48 euros.

- Est approuvée la convention de concession de loge du marché couvert situé dans la halle de la place Gabriel Rouy à Bagnères de Luchon entre la commune et monsieur FORNASIER Sébastien à compter du 01 janvier 2021 pour la loge n° 6 réservée aux activités de « poissonnerie, traiteur en poissonnerie ». La durée de la concession est de 2 ans renouvelable 1 an. Le montant annuel compte tenu de la surface est de 1235,16 euros.

- Est approuvée la convention de concession de loge du marché couvert situé dans la halle de la place Gabriel Rouy à Bagnères de Luchon entre la commune et madame VAN MO Maria à compter du 01 décembre 2020 pour la loge n° 2 réservée aux activités de « vente de pains, gâteaux ». La durée de la concession est de 2 ans renouvelable 1 an. Le montant annuel compte tenu de la surface est de 805,92 euros.

- Est approuvée la convention de concession de loge du marché couvert situé dans la halle de la place Gabriel Rouy à Bagnères de Luchon entre la commune et monsieur VARGAS Martial à compter du 01 décembre 2020 pour la loge n° 7 réservée aux activités de « charcuterie ». La durée de la concession est de 2 ans renouvelable 1 an. Le montant annuel compte tenu de la surface est de 867,24 euros.

- Est approuvé la convention de concession de loge du marché couvert situé dans la halle de la place Gabriel Rouy à Bagnères de Luchon entre la commune et monsieur MARTIN DE MATOS Damien à compter du 01 décembre 2020 pour la loge n° 4 réservée aux activités de « vente de café, thé, vente de bouteilles de porto, vin et vin en vrac, alcool au verre ou à la tasse accompagné d'assiettes de charcuterie régionale et fromage de pays ». La durée de la concession est de 2 ans renouvelable 1 an. Le montant annuel compte tenu de la surface est de 867,24 euros.

- Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation du bar-restaurant « la réserve de la pique », avec monsieur SALIS Jérôme lui accordant une prolongation de la durée de la convention d'un an au motif que l'activité de monsieur SALIS a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

- Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation d'un métier forain de manège d'enfants « lou pitchounet », avec monsieur DESCOMPS Frédéric lui accordant une réduction du montant dû au titre de la redevance annuelle, de 25 %, au motif que l'activité de monsieur DESCOMPS a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

- Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation d'un métier forain de trampolines « kangou-jump-trampoline », avec monsieur DESCOMPS Frédéric lui accordant une réduction du montant dû au titre de la redevance annuelle, de 25 %, au motif que l'activité de monsieur DESCOMPS a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

- Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation d'un petit train circulant sur l'agglomération « le petit train luchonnais », avec monsieur GIMENEZ Jean-Christophe lui accordant une réduction du montant dû au titre de la redevance annuelle, de 25 %, au motif que l'activité de monsieur GIMENEZ a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

- Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation de rendez-vous fixes pour l'exploitation de gyropodes sur la commune avec monsieur CAVALLO Jean-Eric, lui accordant une réduction du montant dû au titre de la redevance annuelle, de 25 %, au motif que l'activité de monsieur CAVALLO a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

- Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public portant sur l'exploitation d'un métier forain de saut à l'élastique, avec monsieur CAMMAN Laurent, lui accordant une réduction du montant dû au titre de la redevance annuelle, de 25 %, au motif que l'activité de monsieur CAMMAN a été impactée du fait de l'épidémie de Covid-19.

Au titre du troisièmement du texte des délégations au Maire :

- La souscription d'un emprunt auprès de l'Agence France Locale afin de financer les opérations d'investissement inscrites au budget.

Le montant est de 1 000 000 euros sur une durée de 12 ans selon les caractéristiques suivantes :

- échéance finale : 21 mars 2033
- date de mise à disposition des fonds : 1^{er} mars 2021
- nombre d'échéances : 48
- date 1^{ère} échéance : 21 juin 2021
- taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0,30 %
- fréquence des paiements d'intérêts : trimestrielle
- base de calcul des intérêts : exact/360
- taux effectif global : 0,3040 %
- taux de période : 0,0760 %
- taux année civile : 0,3043 %
- commission de gestion : non appliquée
- commission d'engagement : non appliquée
- remboursement par anticipation : conformément aux conditions générales
- fréquence d'amortissement du capital : trimestrielle
- mode d'amortissement : amortissement trimestriel linéaire.
- La souscription d'un emprunt auprès de la caisse d'épargne afin de financer les opérations d'investissement inscrites au budget.

Le montant est de 700 000 euros sur une durée de 12 ans selon les caractéristiques suivantes :

- échéance finale : 05 juillet 2033
- date de mise à disposition des fonds : 05 avril 2021
- nombre d'échéances : 48
- date 1^{ère} échéance : 05 juillet 2021
- taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0,97 %
- fréquence des paiements d'intérêts : trimestrielle
- base de calcul des intérêts : 30/360
- taux effectif global : 1 %
- taux de période : 0,25 %
- taux année civile : 1 %
- commission de gestion : non appliquée
- commission d'engagement : 1050 euros
- remboursement par anticipation : autorisation en stricte application des conditions générales.
- fréquence d'amortissement du capital : trimestrielle
- mode d'amortissement : progressif.

Au titre du quatrièmement du texte des délégations au Maire :

LA VILLE

- L'adhésion à la société « Le Club Golf » pour la gestion et la promotion du golf municipal.
- Le contrat avec Stelasud pour le spectacle d'Anthony KAVANAGH prévu pour le 28 mai 2021 pour un montant de 4220 euros + repas et hébergement.
- Le contrat avec Stelasud pour le spectacle d'Elisabeth BUFFET prévu pour le 12 mars 2021 pour un montant de 1055 euros + repas et hébergement.
- Le contrat avec Stelasud pour le spectacle d'Anne Roumanoff prévu pour le 19 décembre 2020, pour un montant de 8440 euros + repas et hébergement.

- L'avenant 1 au marché à procédure adaptée relatif aux opérations de vérifications et de contrôles périodiques des ERP et autres installations – Lot n° 1 : contrôle des installations de la commune avec l'entreprise Bureau Véritas, portant le montant du marché public à 35 155, 20 euros TTC sur 4 ans.

- La mission de dépôt du permis d'aménager pour les abords du téléporté et de l'avenue Galliéni avec la SARL PUVA, pour un montant global et forfaitaire de 12 108 euros TTC.

- Le contrat de service « radar Evolis Solution » pour assurer le bon fonctionnement des deux radars pédagogiques « Evolis Solution » installés sur la commune (Cours de la Casseyde et Avenue de Vénasque), passé avec la société Elan Cité SARL pour une redevance annuelle de 398 euros HT pour les deux radars pour une période de 36 mois.

- La prolongation de la mission de la société ARIADNA PROYECTOS CULURALES SLU pour le marché « appui et conseil pour l'animation, la gestion et le suivi du projet de coopération transfrontalière

Interreg POCTEFA Royaume de l'Aneto » par mesure exceptionnelle due à la crise sanitaire de la Covid-19, jusqu'au 31 octobre 2020.

Le montant de la proposition commerciale de la société ARIADNA PROYECTOS CULURALES SLU afin de couvrir la prolongation du programme s'élève à 3000,80 euros TTC.

La lettre de commande afin de rectifier le coût total est approuvée.

- La formation à la « CCID » par la société FORMA ECO pour le logiciel CCID et pour les commissaires de la commune.

Le montant de la formation s'élève à 2500 euros, la formation est non assujettie à la TVA.

- Le contrat avec la chorale de la MJC du Saint Gaudinois pour le concert de gospel « ma grand-mère était noire » qui a eu lieu le 30 décembre 2020, pour un montant de 650 euros et la fourniture des repas sous la forme d'un buffet pour les choristes avant la représentation.

- Le contrat avec SOCOTEC pour les contrôles suivants :

- * les mesures du radon pour un montant de 2376 euros TTC

- * la surveillance de la qualité de l'air pour un montant de 6266,40 euros TTC

- * le contrôle des champs électromagnétiques pour un montant de 4208,40 euros TTC.

- Le marché à procédure adaptée de travaux relatif à la restauration des peintures murales du Hall Chambert situé dans l'établissement thermal, avec la SAS ATELIER D'AUTAN, pour un montant global et forfaitaire de 105 796,49 euros TTC.

- La mission de mise à jour du document de planification urbaine et de versement sur le Géoportail de l'urbanisme, avec la société Pyrénées cartographie, pour un montant global et forfaitaire de 240 euros TTC.

- Le contrat avec Stelasud pour le spectacle d'Anne ROUMANOFF qui aura lieu le 19 novembre 2021 pour un montant de 8440 euros TTC + repas et hébergement.

- L'avenant n° 1 au marché public à procédure adaptée relatif à la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie des bâtiments communaux avec la société DEF, pour un montant global et forfaitaire de 9984 euros TTC.

- La mission de diagnostic de structures portant sur les bâtiments du casino, de la gendarmerie et du centre équestre avec la société AKILA Ingénierie, pour un montant de 17470 euros HT.
- La convention de partenariat avec l'association « mon cinéma sans image » pour le spectacle des « causeries musicales » de Jean Musy prévu pour le 8 avril 2021.
La commune prend en charge les frais de repas et l'hébergement.
- La mission de maîtrise d'œuvre portant sur les réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales du centre équestre avec la SARL Epur Aqua, pour un montant de 12 600 euros HT pour la tranche ferme et 6400 euros HT pour la tranche optionnelle.
- Le contrat de prestation de la société Ice et Art pour l'animation de sculpture sur glace qui a eu lieu le 26 février 2021 pour un montant de 3397, 10 euros TTC + repas et hébergement.
- L'avenant n° 1 au marché à procédure adaptée de travaux relatifs à l'aménagement et la mise en sécurité de l'allée des bains (RD 125) de la commune, avec la Société Nouvelle Rougé Séguela, portant le montant du marché public à 733 375, 50 euros TTC.
- L'avenant n° 1 au marché à procédure adaptée de travaux relatif à la rénovation des salles de bains de la gendarmerie de Bagnères de Luchon, avec la SAS Luzent Frères, portant le montant du marché public à 316 595, 95 euros TTC.

THERMES :

- L'avenant n° 1 au marché à procédure adaptée relatif aux opérations de vérifications et de contrôles périodiques des ERP et autres installations – Lot n° 2 : contrôle des installations des thermes, avec l'entreprise SOCOTEC portant le montant du marché public à 5112 euros TTC sur 4 ans.
- Le contrat de maintenance passé avec la société BERGER LEVRAULT, relatif à la prolongation du contrat privilège 51872_DV0561999 relatif aux extensions de garanties. Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 01 avril 2021 ? pour un montant de 20 010 euros TTC.

EHPAD ERA CASO :

- Le contrat de maintenance de l'installation « téléphonie » entre la société ARAMIS et l'Ehpad ERA CASO, pour une durée de 5 ans à la date de mise en service de l'installation.
Le montant de la redevance annuelle est de 4920 euros TTC.
- La convention de service d'achat centralisé – accord cadre n° 2020-135 relatif à la constitution d'un catalogue de produits de soins, de matériels médicaux et prestations associées pour le secteur médico-social entre le groupement d'intérêt public « réseau des acheteurs hospitaliers » et l'Ehpad ERA CASO, pour une durée de 4 ans à la date de signature de la convention.
La contribution financière annuelle s'élève à 300 euros et est versée à compter du 01 janvier 2021.

Au titre du dix-septièmement du texte des délégations au Maire :

- Le règlement de la somme de 150 euros à AUTORAMA EVASION. La somme correspond à la franchise contractuelle de la commune à régler suite à un sinistre déclaré le 23/12/2020 et concerne la réparation du véhicule immatriculé FL-706-DM du service logistique.

Monsieur SUBERCAZE a une question concernant un point au titre du quatrième du texte des délégations au maire. Il souhaite savoir s'il y a eu une consultation avec plusieurs bureaux d'études pour la mission de diagnostic de structure portant sur les bâtiments du casino, gendarmerie, centre équestre confiée à la société Akila pour 17.470 euros et quel est l'objet de la mission, il estime que l'étude de structure uniquement pour le casino suffirait pour le montant définit.

Monsieur le maire répond qu'il y a bien eu un appel d'offre et une mise en concurrence.

Pour le casino, cela concerne l'étanchéité de la terrasse. Le centre équestre, cela concerne la structure du bâtiment qui pose question.

Monsieur PERUSSEAU demande un petit éclaircissement sur les emprunts. Il indique ne pas être un spécialiste des emprunts mais le taux d'intérêts annuel est très différent avec des taux fixes des deux côtés

D'un côté, 0,3 % de l'autre côté, 0,97 %, quels sont les éléments qui expliquent cela.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit de deux banques différentes qui ont donc des conditions différentes et ce sont les deux banques qui ont répondu à la collectivité.

Monsieur PERUSSEAU fait remarquer que la commune n'avait pas le choix, mais il y a une banque qui est nettement plus chère.

Monsieur le maire répond par l'affirmative mais fait remarquer que l'on est quand même sur des taux relativement bas.

Monsieur le maire propose aux élus de passer au point n° 7 s'il n'y a pas d'autres questions ou remarques.

**Le conseil municipal prend acte.
Arrivée de monsieur John PALACIN à 19 H 44.**

Monsieur le maire précise que ce point concerne le budget assainissement.

Préalablement à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour, madame CAU propose de **modifier l'ordre des délibérations suivantes :**

- Examen des délibérations n° 10, 11 et 12 préalablement aux délibérations N° 7, 8 et 9.

Cette modification est approuvée.

FINANCES

10. APPROBATION DE LA SURTAXE 2021 DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire propose aux élus de conserver les mêmes taux que l'année passée.

Monsieur le maire rappelle aux élus que la surtaxe 2020 nécessaire à l'équilibre du budget annexe assainissement s'élevait à 0.10 € par m3.

Lors de l'examen du budget prévisionnel du budget annexe assainissement 2021, constatant que le besoin de financement pour la section d'investissement permet de maintenir la surtaxe pour 2021, à 0.10 € par m3.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de retenir ce montant pour l'année 2021.

Le conseil municipal, après délibération par 17 voix pour et 2 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN), retient le maintien de la surtaxe pour l'année 2021, à 0.10 € par m3.

11. APPROBATION DE LA SURTAXE 2021 DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire propose de ne pas procéder à des changements pour 2021.

Monsieur le maire rappelle aux élus que la surtaxe 2020 nécessaire à l'équilibre du budget annexe de l'eau s'élevait à 0.3526 € par m3.

Lors de l'examen du budget prévisionnel du service de l'eau 2021, constatant que le besoin de financement pour la section d'investissement permet de maintenir la surtaxe pour 2021, à 0.3526 € par m3.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de retenir ce montant pour l'année 2021.

Le conseil municipal, après délibération par 18 voix pour et 1 abstention (M. SUBERCAZE), retient le maintien de la surtaxe pour 2021, à 0.3526 € par m3.

12. VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2021

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire expose au Conseil Municipal qu'il convient de fixer les taux des taxes locales directes pour 2021.

Pour rappel, les taux des taxes pour l'année 2020 étaient :

Taxe foncière bâtie : 51,30 % (taux communal 29,40 % + taux département 21,90 %).

Taxe foncière non-bâtie : 84,28 %.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'accepter que les taux des taxes soient maintenus et de ne pas les augmenter pour l'année 2021 soit :

Taxe foncière bâtie : 51,30 %. (taux communal 29,40 + taux département 21,90 %).

Taxe foncière non-bâtie : 84,28 %.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité accepte que les taux des taxes soient maintenus et de ne pas les augmenter pour l'année 2021 :

Taxe foncière bâtie : 51,30 %. (taux communal 29,40 + taux département 21,90 %).

Taxe foncière non-bâtie : 84,28 %.

7. APPROBATION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2021.

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire donne lecture du budget primitif 2021 du budget annexe assainissement.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante d'émettre un avis favorable sur les propositions budgétaires suivantes :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 248 807.72 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 618 079.44€.

Monsieur le maire propose aux élus de passer au vote, article par article ou par opération en section d'investissement et chapitre par chapitre en section de fonctionnement, des ouvertures de crédits proposées et d'arrêter le budget primitif 2021 du budget annexe assainissement de la façon suivante :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 248 807.72 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 618 079.44€.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité

- émet un avis favorable sur les propositions budgétaires exposées en séance,
- vote, article par article ou par opération en section d'investissement et chapitre par chapitre en section de fonctionnement, les ouvertures de crédits proposées et arrête le budget primitif 2021 du budget annexe assainissement de la façon suivante :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 248 807.72 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 618 079.44€.

Monsieur le maire indique que les opérations proposées sont des opérations pour lesquelles la collectivité sera subventionnée.

Monsieur PERUSSEAU souhaite connaître le taux.

Monsieur le maire donne le montant.

Monsieur PERUSSEAU indique que cela représente environ 85 %.

Monsieur PERUSSEAU rappelle que pour ce budget assainissement, la collectivité dispose d'une « cagnotte » qui est reportée d'années en années, il souhaite savoir ce qu'il est prévu de faire avec ces fonds.

Monsieur le maire indique qu'il y a beaucoup de choses à faire sur ce budget donc cela servira.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il n'est pas possible d'utiliser ces fonds pour l'eau minérale par exemple.

Monsieur le maire répond que ce n'est pas possible.

8. APPROBATION DU BUDGET ANNEXE EAU 2021.

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire donne lecture du budget primitif 2021 du budget annexe eau.

Monsieur le maire demande aux élus d'émettre un avis favorable sur la proposition budgétaire suivante :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 766 161.68€.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 506 098.23€.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il y a également dans ce budget des réserves importantes pour plus d'un million d'euros qui remontent à assez longtemps. Il précise qu'il n'est pas non plus possible de consacrer ces réserves à un autre budget.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il n'est pas possible de baisser le prix de l'eau.

Monsieur le maire rappelle que ce n'est pas le conseil municipal qui fixe le prix de l'eau.

Le contrat avec le délégataire se renouvelle l'an prochain, ce sera le moment de parler de la révision des prix.

Monsieur PERUSSEAU fait observer qu'il y a aussi une grosse cagnotte au niveau de la lyonnaise des eaux.

Monsieur le maire indique à nouveau que ce sera l'occasion de remettre tout à plat en 2022.

Monsieur PALACIN souhaite connaître les intentions de l'équipe municipale sur le contrat à venir, ce n'est pas quelque chose qui se décide la veille de l'échéance. C'est un sujet très important dans cette commune et qui, dans le passé, a donné lieu à beaucoup de discussions.

Monsieur le maire confirme que c'est un sujet très important pour les luchonnais, il précise qu'à ce jour, il y a deux candidats, SUEZ (pour la reprise de ce qu'il quitte) et le conseil départemental qui a également approché la collectivité avec des propositions qui seront étudiées bien sûr. Les propositions sont tout à fait différentes l'une par rapport à l'autre dans leurs fonds et leurs philosophies, cela demandera une décision politique.

Monsieur SUBERCAZE fait remarquer qu'il existe une troisième option, c'est récupérer la gestion en régie.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

C'est un sujet qui sera soumis très prochainement et qui amènera des décisions politiques car il y aura des choix à faire dans les prix au mètre cube et les montants d'abonnement. C'est toute une étude presque sociologique qu'il faudra mener parce que tout le monde n'est pas impacté de la même manière suivant que l'on consomme plus ou moins d'eau.

Monsieur SUBERCAZE fait remarquer que dans la partie budget d'étude à hauteur de 200.000 euros qui couvre diverses choses, il aurait peut-être été utile d'envisager une réflexion pour faire une étude dans le cadre d'une reprise en régie pour pouvoir avoir en face de propositions éventuelles une proposition interne et savoir si on est en capacité de faire face pour récupérer ce potentiel de capacité d'autofinancement qui existe.

Monsieur le maire répond qu'effectivement c'est une réflexion qu'il faudra mener et il propose qu'elle soit menée conjointement si monsieur SUBERCAZE a des idées là-dessus.

Monsieur le maire demande s'il y a des remarques complémentaires sur ce budget de l'eau.

Monsieur PERUSSEAU demande ce que signifie « des réflexions ensemble » car en réunion de séance du conseil municipal on ne peut pas travailler sur des chiffres.

Monsieur le maire indique que cela sera conduit en comité plus restreint bien sûr.

Monsieur PERUSSEAU demande qui participe à ce comité restreint.

Monsieur le maire répond que pour l'instant, personne, on a jusqu'en 2022 mais il ne faut pas tarder à entamer la réflexion.

Monsieur PERUSSEAU confirme.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de passer au vote, article par article ou par opération en section d'investissement et chapitre par chapitre en section de fonctionnement, des ouvertures de crédits proposées et d'arrêter le budget primitif 2021 du budget annexe de l'eau de la façon suivante :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 766 161.68€.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 506 098.23€.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- émet un avis favorable sur les propositions budgétaires exposées en séance,
- vote, article par article ou par opération en section d'investissement et chapitre par chapitre en section de fonctionnement, les ouvertures de crédits proposées et arrête le budget primitif 2021 du budget annexe de l'eau de la façon suivante :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 766 161.68€.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 506 098.23€.

9. APPROBATION DU BUDGET PRINCIPAL 2021.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire donne lecture du budget primitif 2021 du budget principal.

Monsieur le maire demande aux élus d'émettre un avis favorable sur les propositions budgétaires suivantes :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 13 306 225.02 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 6 399 112.87 €.

En préambule, monsieur le maire souhaite dire que comme il l'a précisé pour le budget des thermes, ce budget primitif présenté aux élus n'a pas pour prétention d'engager la municipalité jusqu'à la fin de l'année ni d'arrêter une stratégie précise.

Il rappelle que la collectivité a devant elle beaucoup d'incertitudes, la DSP à signer, la crise sanitaire et son impact et en particulier la dotation extraordinaire exceptionnelle que l'Etat s'est engagé à verser pour compenser en partie ou en tout (ce n'est pas précis c'est le problème) les pertes d'exploitation des régies municipales thermes.

Il y a un engagement écrit de l'Etat pour déterminer d'ici le mois de juin ou juillet un montant alloué aux régies municipales thermes pour leur permettre d'absorber les déficits de 2020 et 2021. Monsieur le maire indique donc que tant qu'on ne connaît pas ces montants, il est difficile de construire un véritable budget offrant le reflet d'une politique globale.

En juin ou juillet, suivant que l'Etat sera rapide ou non un budget modificatif sera très vite refait et présenté très rapidement afin de tenir compte des différents éléments précités.

Les modifications du confinement avec les différentes conditions qui s'étalent dans le temps nous permettront de mieux adapter aussi les animations qu'il sera possible de tenir à différents niveaux. Monsieur le maire indique que le budget présenté est vraiment tout à fait provisoire et qu'il sera amené à être modifié probablement assez rapidement.

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'ils disposent de tous les détails de ce qui est connu à ce jour avec le résumé en fonctionnement et en investissement.

Monsieur le maire revient sur un point évoqué dans les conseils précédents, la commune a bénéficié cette année au niveau des recettes de fonctionnement de dotations étatiques augmentées de presque 900.000 euros, nous retrouvons en particulier la dotation touristique et la dotation générale est augmentée de 130.000 euros.

Ces 900.000 euros permettent d'envisager l'avenir un peu plus positivement.

Monsieur le maire indique que le budget modificatif qui sera présenté en juillet comportera une note de présentation qui explicitera en détails les orientations qui seront données. Pour l'instant il n'y a pas de note de présentation car il est vraiment encore un peu tôt pour être certains.

Monsieur SUBERCAZE fait remarquer que le principe de la prévision est d'approcher l'incertitude.

Monsieur le maire répond par l'affirmative et indique à monsieur SUBERCAZE que s'il pouvait lui donner le montant de la subvention de l'Etat qui sera versée en juillet il lui en serait bien reconnaissant.

Monsieur PALACIN indique qu'il va être très prudent car en effet les circonstances sont exceptionnelles et exceptionnellement difficiles et ceci a été évoqué dans de nombreuses réunions récentes que ce soit au sein du comité de massif des Pyrénées ou devant le secrétaire d'Etat à la montagne. Les difficultés financières sont considérables et n'étaient pas constatées jusqu'à récemment. Ces difficultés sont rencontrées par tous les acteurs qui mènent des activités économiques en régie. L'Etat a protégé les recettes et les revenus (avec la Région d'ailleurs) des entreprises mais les collectivités et notamment les communes et les communautés de communes qui avaient des activités touristiques en régie qui ont été fermées par fermeture administrative étaient un petit peu, dans un premier mouvement au sein de l'administration de l'Etat, passées au travers des mailles du filet. Monsieur PALACIN pense que c'est à ça que fait référence monsieur le maire.

Monsieur PALACIN précise que l'on peut aussi dire aux personnes qui nous écoute que Luchon n'est pas seule dans ce cas-là, le Vice-Président du conseil général de l'Aude, Hervé BARO, ce matin a répété à la commissaire de massif qui est chargée de négocier ce niveau d'indemnisation, à quel point c'est important et beaucoup d'acteurs dans les Pyrénées, dans toute la chaîne pyrénéenne, se battent de la même façon.

Monsieur PALACIN justifie ces propos en indiquant qu'il est un peu surpris qu'on demande au conseil municipal de voter sur quelque chose dont il a été indiqué que peu ou prou, on ne savait pas trop si c'était vrai ou si c'était faux.

Monsieur le maire répond que la collectivité aurait dû voter le budget au 15 avril.

Monsieur PALACIN répond qu'il est au fait des limites, des dates des votes des budgets administratifs communaux mais il n'empêche que c'est dans la façon de présenter que monsieur PALACIN proposerait à monsieur le maire d'être plus combatif. L'Etat aujourd'hui doit indemniser les collectivités qui ont une activité comme l'activité thermique à Luchon au même niveau que les concurrents privés qui ont des activités thermales. Dès lors, bien sûr, monsieur PALACIN souligne que lui-même et monsieur SUBERCAZE ne sont que dans l'opposition, mais il pense qu'il aurait été possible de faire inscrire une indemnisation maximale, la voter, comme un geste pour indiquer que nous nous attendons à être indemnisés à la même hauteur que les acteurs du privé.

Monsieur PALACIN pense que ça enverrait à la préfecture et à pas mal d'acteurs qui écoutent et regardent, un message clair qui dit que la commune n'acceptera pas d'être traitée différemment. A l'inverse, monsieur PALACIN demande si, quand monsieur le maire propose de voter un budget dans lequel on ne sait pas trop à quel niveau sera l'indemnisation, ça laisse penser qu'on acceptera d'être indemnisés à la moitié d'autres ?

Monsieur le maire répond qu'il y a un aspect de sincérité du budget, il est aussi difficile d'imposer dans le budget une indemnisation à 100 %.

Monsieur PALACIN entend mais indique que la difficulté quand même c'est qu'il s'agit d'une discussion sérieuse vis-à-vis de l'Etat, c'est une circonstance exceptionnelle, il n'est pas rare qu'on puisse envoyer des messages en votant des budgets. L'urgence est suffisamment grande, monsieur PALACIN indique que lorsque monsieur le maire parle de l'augmentation des dotations qui ont eu lieu, c'est une façon d'avoir des mesures un petit peu d'urgence.

Monsieur PALACIN indique qu'il imagine que la principale partie du déséquilibre vient d'une part de la baisse de la fiscalité et de l'autre part surtout, du déficit thermal, des charges fixes des thermes. Il estime qu'on aurait pu envoyer un message là où il y a des acteurs au niveau national qui sont rentrés au capital de sociétés thermales pour les renforcer, il y a eu beaucoup de fonds pour essayer de sauver la trésorerie de ces sociétés. Monsieur PALACIN rappelle que l'on sait que la commune doit se battre pour reconstituer sa capacité d'investissement, c'est ce qui avait été débattu et discuté l'an dernier sur ce budget, il pense que ce serait envoyer un signal important de dire que la commune s'attend à être indemnisée. Il précise qu'il a transmis ce message à madame la commissaire de massif, Delphine MERCADIER, évidemment au nom de la commune en tant que conseiller municipal de l'opposition, mais que c'est un enjeu majeur et qu'il ne faut pas oublier les régies. Il pense qu'en conseil municipal, lorsqu'on vote un budget, même si on sait qu'il faut le prendre avec « des pincettes » parce qu'il y a beaucoup d'incertitudes, on peut quand même envoyer un message.

Monsieur le maire répond, tout à fait.

Il revient sur la grosse incertitude de l'indemnisation et précise que cela n'empêche pas qu'il y ait d'intenses discussions qui soient menées effectivement.

Monsieur le maire rappelle que courant juillet, la commune aura un budget rectifié et si vraiment, l'Etat n'avait pas encore « bougé » ce sera peut-être le moment d'aller dans le sens indiqué par monsieur PALACIN.

Monsieur le maire rappelle que le budget prévisionnel proposé au vote s'élève à 13 306 225 euros en fonctionnement et 6 399 113 euros en investissement.

Monsieur le maire remercie l'Etat et plus particulièrement le Préfet qui porte une attention particulière à la situation de la ville de Luchon.

Madame CAU évoque la baisse du montant figurant au compte 63512 (taxe foncière que la ville de Luchon paie), elle constate une baisse et qu'il y avait une provision bien plus importante, elle demande à monsieur le maire de lui rappeler si cela correspond à l'annulation de la taxe foncière des thermes. Monsieur le maire répond par l'affirmative et précise que cela a été fait pour les thermes et le casino, il y a eu un dégrèvement.

Madame CAU évoque une recette exceptionnelle de 1.544.604,85 euros, elle souhaite savoir si cela correspond au chômage technique, si cela se rattache aux salaires ou non.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit du fameux estimatif de la subvention exceptionnelle attendue de l'Etat.

Madame CAU relève 151.000 euros dans les produits de cession immobilière, elle demande si cela correspond à la vente de la maison « le bosquet ».

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Madame CAU évoque la reprise pour provisions avec, en recettes, 100.000 euros, elle demande s'il s'agit de l'affaire du chalet spont.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Madame CAU indique qu'elle en a terminé pour les questions relatives au fonctionnement.

Monsieur FERRE émet une observation au sujet du compte : 7022 « coupes de bois ».

Il indique qu'à ce jour, sauf erreur de sa part, il n'y a pas de délibération passée en conseil municipal prévoyant des recettes sur des coupes de bois à venir.

Monsieur le maire lui demande qu'elle est sa question.

Monsieur FERRE indique que comme il n'y a pas eu de délibération prise, il ne peut pas savoir s'il y a des coupes de bois en prévision.

Monsieur FERRE précise qu'en général les montants qui sont portés à ce compte correspondent à des délibérations qui précèdent et correspondent à des coupes de bois qui sont vendues.

Monsieur le maire répond que les délibérations seront prises en fin d'année s'il y a lieu, pour l'instant il n'y a pas de décisions prises.

Monsieur FERRE répond que c'est donc vraiment une dépense fictive.

Monsieur le maire répond que c'est une recette prévisionnelle.

Monsieur FERRE évoque le compte 657 362, il constate qu'il est inscrit « CCAS » et « ERA CASO », à hauteur de 337.000 euros et suppose que cela correspond à la subvention du CCAS qui est à 135.000 euros s'il ne s'abuse et si tel est le cas, sa question est de savoir quelle est l'autre subvention.

Monsieur le maire indique que c'est à ERA CASO.

Monsieur FERRE demande si c'est une subvention de fonctionnement pour ERA CASO.

Monsieur le maire confirme.

Monsieur FERRE évoque le compte 70841, et précise qu'il y a un montant de 400000 euros qui est porté qui correspond à « budget annexe CCAS et caisse des écoles ».

Monsieur FERRE suppose que le budget annexe concerne les 350.000 euros pour les thermes.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FERRE souhaite connaître le montant de la participation pour le CCAS sachant qu'il y a déjà eu 135.000 euros dans le cadre de la subvention et du chapitre qu'il évoquait précédemment.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit du remboursement de la mise à disposition du personnel des thermes.

Madame CAU fait remarquer que le tableau dans lequel figurent les opérations d'investissement pour l'exercice pour environ 3 millions ne lui a pas permis de retrouver facilement les divers articles bien qu'elle y soit parvenue. Madame CAU relève un reste à réaliser de plus de 2 millions.

Madame CAU indique qu'elle n'a pu retrouver une somme, il s'agit de la somme de 200.000 euros au compte 2135, elle souhaite savoir sur quel programme cela va.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit de restes à réaliser pour 2020 pour 173.000 euros et « installations générales agencements » pour 200.000 euros.

Les détails seront donnés à madame CAU.

Madame CAU constate qu'il y a des emprunts qui sont terminés aussi.
Elle relève la somme de 42.415,43 euros au compte 16 « autres prêteurs ». Elle constate qu'il n'y avait rien auparavant et rien de prévu pour cette année.
Elle observe qu'au compte 42415 et 43, rien n'était mentionné avant et pour cette année rien n'a été repris.
Madame CAU précise sa question et indique qu'elle parle du chapitre 16 en dépenses, le compte 16818.
Monsieur le maire fait remarquer que ce dont madame CAU parle est porté en 2020 par en 2021.
Madame CAU indique que oui, c'est au compte administratif mais elle se pose la question car elle ne voit pas de prévisions sur 2021.
Monsieur le maire répond que l'on n'examine par le compte administratif, on est sur le budget.
Madame CAU indique qu'elle reposera la question lors de l'examen du compte administratif.

Madame CAU évoque les frais d'études, la maîtrise d'œuvre de la piscine, l'Adap, l'aérodrome et la maison de santé en mentionnant pour chaque poste les montants.

Madame CAU évoque l'opération « acquisition divers bâtiments, opération 934 : 495 000 euros.
Monsieur TONIOLO demande à madame CAU de bien vouloir annoncer les lignes qu'elle évoque.
Madame CAU indique qu'il s'agit de la ligne 2138 pour 495 000 euros, elle demande si cela correspond bien aux acquisitions de l'école Sainte Marie, du « ramel » et divers bâtiments.
Monsieur le maire répond par l'affirmative.
Madame CAU souhaite savoir à quoi correspond « divers bâtiments ».
Monsieur le maire répond qu'il n'y a pas d'autres « divers bâtiments », c'est « au cas où ».

Madame CAU relève une petite anomalie en investissement ville par opération, elle pense qu'il y a une opération répétée en double pour l'opération 930.
Monsieur le maire indique à madame CAU qu'elle fait peut-être référence à un tableau remis lors de la précédente séance qui a été reportée, il indique que ce tableau contenait des erreurs et il a été réactualisé avec les nouveaux documents envoyés aux élus et distribués en séance ce jour.

Madame CAU indique que par exemple sur les dépenses d'investissement, les travaux, les études etc... on retrouve toutes les opérations en dépenses mais par contre on n'a pas de l'autre côté les opérations en recettes pour toutes ces opérations, on a un montant total à voter.
Monsieur le maire répond qu'il n'est pas obligatoire de voter les recettes en détail et cela n'a pas été fait.

Monsieur FOURCADET indique qu'il est un peu gêné pour le vote de ce budget, il avait écrit le 8 avril pour disposer d'éléments antérieurement à madame DANTES en tant que conseiller de la majorité, il aurait aimé avoir ces éléments un petit peu plus tôt pour avoir le temps de se pencher en profondeur sur, en particulier, les investissements parce que là, il indique qu'il est difficile de voir ce qui est priorisé, mis en avant, ce qui devrait être réalisé dans l'année et ce qui devrait faire l'objet d'une programmation ultérieure. Monsieur FOURCADET indique à nouveau qu'il a du mal à s'y retrouver. De même que sur la subvention exceptionnelle, il indique qu'il ne sait pas comment elle a été chiffrée.
Monsieur le maire répond qu'elle a été chiffrée à 25 % de ce qu'on pourrait espérer.
Pour répondre à la question de monsieur FOURCADET, dans cet état d'incertitude, il rappelle qu'il s'agit d'un budget vraiment indicatif, quand on y verra un peu plus clair on pourra faire ces priorités d'investissement dont monsieur FOURCADET parle et qui n'ont pas été vraiment théorisés à ce niveau.

Monsieur FOURCADET demande si, au niveau du circuit interne de la mairie, il va y avoir une amélioration des processus d'engagement par l'informatique et le suivi au niveau des personnels. Monsieur FOURCADET croit qu'il y a une ligne budgétaire qui le prévoit au niveau des achats informatiques.

Monsieur le maire répond par l'affirmative, tout à fait.

Monsieur FOURCADET demande si, l'année prochaine, on pourra espérer avoir, quelques jours avant le vote du budget, une information plus détaillée sur ce qui sera programmé au niveau de la commune parce qu'en tant que conseiller de la majorité, c'est difficile de se prononcer au regard des incertitudes qui sont présentées dans le projet de budget tel qu'il est. Monsieur FOURCADET indique que s'il a bien compris, il faudra revoter en juillet.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il est procédé au renouvellement de tout le parc informatique considérant le montant mentionné.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur PERUSSEAU fait remarquer que la collectivité est censée acquérir une partie de ce matériel en reconditionné.

Monsieur PERUSSEAU fait observer que la collectivité achète des bâtiments malgré la période « trouble » d'autant plus que ce qu'on va faire de ces bâtiments n'est pas définit ni les travaux qu'il faudra réaliser.

Monsieur le maire répond que pour l'école Sainte Marie, il s'agissait de préempter, le prix de vente semblait très faible.

Pour le « ramel », monsieur le maire indique que cet achat est subventionné à 50 % par l'Etat et qu'il est impensable de laisser une ruine aussi importante en entrée de ville en période de redémarrage.

Monsieur PERUSSEAU fait observer que si l'on devait investir sur tout ce qui est en ruine cela ferait beaucoup donc c'est forcément des renoncements donc si on fait cet investissement cela veut dire que l'on met ça, quelque part, en priorité.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FERRE rebondit sur l'intervention de monsieur PERUSSEAU en précisant qu'il est vrai que les prix d'achat ne paraissent pas très élevés effectivement mais, il n'en demeure pas moins qu'une fois que les acquisitions seront faites, il faudra bien faire quelque chose de ces bâtiments et l'interrogation de monsieur FERRE, qui est partagée aussi par d'autres personnes, c'est le coût de remise en état de ces bâtiments.

Monsieur FERRE indique qu'il pense qu'on n'est pas sur des centaines de milliers d'euros, on est largement au-delà.

Monsieur le maire répond que l'on est dans des millions d'euros mais comme le disait monsieur PERUSSEAU, tout dépend du projet qui sera à défendre pour la réhabilitation du « ramel » puisqu'on parle du ramel et suivant l'ambition du projet et sa nature, il y a des taux de subvention qui peuvent être extrêmement élevés.

Monsieur FERRE répond que c'est là-dessus peut être qu'ils ont une divergence, il lui semble que c'est en général les acquisitions qui se font en fonction des projets et non l'inverse, ce sont des points de vue.

Monsieur FERRE indique qu'il va profiter d'avoir le micro pour expliquer la raison de l'orientation de son vote et de celui de madame CAU sur le budget.

Monsieur FERRE reconnaît que c'est un exercice très difficile que d'établir un budget dans cette période et il a été clairement indiqué, toutes les incertitudes qui pouvaient peser. Monsieur FERRE indique qu'il en rajouterait d'autres qui vont expliquer le fait qu'ils voteront contre ce budget.

Monsieur FERRE indique que ces incertitudes sont liées au fait qu'on va s'appuyer, pour voter ce budget, sur un compte administratif et un compte de gestion dont ils ne disposent pas.

Monsieur FERRE indique qu'il sait que légalement le compte administratif et le compte de gestion doivent être votés avant le 30 juin mais il précise qu'il ne cache pas à l'assemblée que c'est la première fois qu'il se retrouve dans un conseil municipal ou un conseil syndical, que ce soit au niveau de la ville de Luchon, que ce soit au niveau du SIGAS, au niveau du SMO ou à la communauté de communes d'ailleurs et que le compte administratif et le compte de gestion ne soient pas votés avant le budget.

Monsieur FERRE insiste sur le compte de gestion car ce dernier est un arrêté des comptes qui est effectué par la trésorerie donc cela veut dire que les éléments qui sont portés sont absolument sincères et certifiés.

Monsieur FERRE indique que là, on est encore sur du prévisionnel réalisé 2020, c'est-à-dire, que l'on a aucuns éléments tangibles sur lesquels on peut s'appuyer pour effectivement voter donc il y a des reports qui sont énoncés mais sur lesquels ils ne disposent d'aucuns éléments objectifs qui permettent de se prononcer.

Monsieur FERRE relève également un manque d'éléments, notamment financiers, quid de l'épargne brute ? Quid de l'épargne nette ? La CAPDES n'a pas été présentée, le taux d'endettement non plus.

Par rapport au taux d'endettement, monsieur FERRE a quelques interrogations parce que le taux d'endettement s'appuie sur les recettes réelles de fonctionnement or le budget qui est présenté, de même que le prévisionnel réalisé pour 2020, s'appuie sur des recettes exceptionnelles ce qui veut dire que, puisqu'on divise par les recettes réelles de fonctionnement, ce sont donc les recettes desquelles on déduit les recettes exceptionnelles, donc ça augmente mécaniquement, mathématiquement le taux d'endettement.

Monsieur FERRE indique que ce sont des critères, des éléments dont ils ne disposent pas et qui sont pourtant indispensables au vote d'un budget.

Monsieur le maire répond qu'ils y verront beaucoup plus clair dans cette ligne d'esprit, en juin/juillet, lorsqu'un budget modifié sera repassé.

Monsieur FERRE indique qu'il n'en doute pas mais on leur demande de voter aujourd'hui. L'autre élément, et il rejoint monsieur FOURCADET, c'est que le petit incident qui a eu lieu au cours de la séance du conseil d'exploitation du 28 avril et qui n'a pas permis de tenir le conseil municipal a eu au moins cet avantage, c'est qu'il leur a permis de disposer des éléments en amont et de pouvoir regarder le budget avant la séance parce que compte tenu de toutes les incertitudes, il aurait été absolument impossible d'avoir une quelconque vision sur le budget et il eu été pour tout le monde totalement abscond.

Monsieur FERRE réitère lui aussi la demande d'avoir les éléments en amont parce que c'est quand même indispensable. Cela permet aussi de jouer le rôle de conseiller municipal mais pour toutes ces raisons, pour toutes ces incertitudes et éléments, monsieur FERRE indique que madame CAU et lui-même ne voteront pas le budget.

Monsieur le maire remercie monsieur FERRE pour son intervention et demande s'il y a d'autres remarques sur le budget.

Monsieur le maire propose aux élus de passer au vote, article par article ou par opération en section d'investissement et chapitre par chapitre en section de fonctionnement, des ouvertures de crédits proposées et d'arrêter le budget primitif 2021 du budget principal de la façon suivante :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 13 306 225.02 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 6 399 112.87 €.

Le conseil municipal, après délibération, par 12 voix pour, 5 abstentions (M. PERUSSEAU, Mme BOY, M. FOURCADET, M. PALACIN et M. SUBERCAZE) et 2 voix contre (Mme CAU et M. FERRE),

- émet un avis favorable sur les propositions budgétaires exposées en séance,
- vote, article par article ou par opération en section d'investissement et chapitre par chapitre en section de fonctionnement, les ouvertures de crédits proposées et arrête le budget primitif 2021 du budget principal de la façon suivante :

Section de fonctionnement : équilibrée en dépenses et en recettes à 13 306 225.02 €.

Section d'investissement : équilibrée en dépenses et en recettes à 6 399 112.87 €.

13. AUTORISATION A CONSTITUER DES GARANTIES POUR CERTAINS CREANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE - COMMUNE

Rapporteur : M. le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu la délibération n°DEL20200048 en date du 23 mai 2020 ayant confié à monsieur le Maire la compétence en matière d'emprunts ;

Vu la délibération n°DEL20160164, en date du 14 décembre 2016 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la Commune de Bagnères-de-Luchon ;

Vu l'acte d'adhésion au Pacte d'Actionnaires de l'Agence France Locale signé le 12 novembre 2018, par la Commune de Bagnères-de-Luchon ;

Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de la Commune de Bagnères-de-Luchon, afin que la Commune de Bagnères-de-Luchon puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale ;

Vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en annexe de la présente délibération.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante :

- De décider que la Garantie de la Commune de Bagnères-de-Luchon est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (*les Bénéficiaires*) :

- Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2021 est égal au montant maximal des emprunts que la Commune de Bagnères-de-Luchon est autorisée à souscrire pendant l'année 2021,
- La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la Commune de Bagnères-de- Luchon pendant l'année 2021 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
- La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ;
- Si la Garantie est appelée, la Commune de Bagnères-de-Luchon s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;
- Le nombre de Garanties octroyées par le Maire, au titre de l'année 2021 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ;
- D'autoriser le Maire, pendant l'année 2021, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Commune de Bagnères-de-Luchon, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes ;
- D'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Décide que la Garantie de la Commune de Bagnères-de-Luchon est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (*les Bénéficiaires*) :
 - Le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2021 est égal au montant maximal des emprunts que la Commune de Bagnères-de-Luchon est autorisée à souscrire pendant l'année 2021,
 - La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la Commune de Bagnères-de- Luchon pendant l'année 2021 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.
 - La Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ;
 - Si la Garantie est appelée, la Commune de Bagnères-de-Luchon s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés ;

- Le nombre de Garanties octroyées par le Maire, au titre de l'année 2021 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ;

- Autorise le Maire, pendant l'année 2021, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Commune de Bagnères-de-Luchon, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes ;

- Autorise le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

14. DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT PROMOLOGIS.

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux élus que la présente garantie est sollicitée pour la réhabilitation d'un logement situé 7 rue Garrigou à Bagnères-de-Luchon dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de Prêt N°115738 (réf. ECO PRET n°5393085) d'un montant total de 16 000 € en annexe signé entre PROMOLOGIS, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;

DELIBERE

Monsieur le maire propose à l'assemblée,

Article 1 : L'assemblée délibérante de la commune de Bagnères de Luchon accorde sa garantie à hauteur de 30 % du montant total du prêt pour le remboursement du Prêt **N°115738** dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération, souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières du Prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce Prêt.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide :

Article 1 : L'assemblée délibérante de la commune de Bagnères de Luchon accorde sa garantie à hauteur de 30 % du montant total du prêt pour le remboursement du Prêt **N°115738** dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération, souscrit par l'Emprunteur auprès de

la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières du Prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

15. PROTOCOLE TRANSACTIONNEL, SCI BELFORT SOLFERINO

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal qu'il y a plus de 10 ans que la ville est en « combat juridique » avec cette SCI et précise que les élus disposent d'un résumé de cette affaire devant eux ainsi que du protocole transactionnel proposé. Il s'agit, une fois pour toute de cesser toutes actions juridiques contre cette société.

Monsieur le maire indique que la commune a déjà dépensé plus de 43.000 euros de frais d'honoraires d'avocat sur cette affaire, a été condamnée pour 27.000 euros, il pense qu'il est bon maintenant d'arrêter et de passer à autre chose propose donc, s'il n'y a pas de questions complémentaires, d'accepter ce protocole pour que cessent toutes actions juridiques des uns envers les autres, pour 150.000 euros.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que lors de l'arrivée de la nouvelle équipe municipale, un dossier de contentieux très ancien (plus de 10 années) entre la commune, la SCI BELFORT SOLFERINO et monsieur Thierry SENTOUS leur a été présenté.

Monsieur le maire résume aux élus les faits à l'origine du différent et précise que ces derniers sont détaillés dans le protocole annexé à la présente délibération.

La commune de BAGNERES DE LUCHON était propriétaire sur son ban communal d'un immeuble connu sous le nom de « MOYEN CHALET SPONT » situé 62, allée d'Etigny.

La commune a décidé de vendre cet immeuble, ensemble avec les deux parcelles attenantes constituant son parc.

La SCI BELFORT-SOLFERINO et M. Thierry SENTOUS ont, en date du 12 mars 2007, présenté une proposition conjointe d'achat avec division du chalet en lots de copropriété.

La commune a accepté cette offre par délibération de son Conseil Municipal en date du 11 avril 2007, s'en suivirent en date du 18 janvier 2008 :

- La signature par la commune de BAGNERES DE LUCHON, conjointement avec les soussignés d'un état descriptif de division de l'immeuble,

- La signature d'un compris de vente sous seing privé par lequel la commune céda, pour la somme principale de 243 000 € et des frais d'acte de vente de 17 800 €, à la Société Civile Immobilière BELFORT-SOLFERINO et à Monsieur Thierry SENTOUS :

1°) Un immeuble connu sous le nom de Moyen Chalet Spont, ainsi que les meubles meublants s'y trouvant,

2°) Deux parcelles attenantes à usage de parc :

- Section AI n° 435 allées d'Etigny, en nature de terre agricole, d'une contenance de 32 a 47ca,
- Section AI n° 447 VC des Thermes Romains, en nature de sol, d'une contenance de 03 ca.

Cette vente, conclue sous diverses conditions suspensives, précisait que l'immeuble restait, jusqu'au jour de l'entrée en jouissance, sous la garde et la possession du vendeur qui s'engageait à gérer et à maintenir le bien en bon père de famille jusqu'à la signature de l'acte authentique de vente.

Suite au changement d'équipe municipale en 2008, la commune changea d'avis quant aux conditions de la vente initialement arrêtées, de ce fait, les dispositions suivantes s'ensuivirent :

- Le 8 janvier 2010, le Conseil Municipal autorisait le nouveau Maire à signer l'acte d'annulation de l'Etat Descriptif de Division publié le 26 février 2008, ce que fera le nouveau Maire le 26 février 2010, moyennant publication de l'acte d'annulation correspondant à la Conservation des Hypothèques le 8 mars suivant,
- La Commune se refusa à réitérer, par acte authentique, la vente consentie aux conditions initialement prévues par l'acte sous seing privé du 18 janvier 2008.

Compte tenu de cette position communale, les soussignés de seconde part ont alors saisi :

- D'une part, le Tribunal Administratif de TOULOUSE pour faire annuler :

1°) La délibération du 8 janvier 2010 par laquelle le Conseil Municipal avait autorisé le Maire à signer l'acte d'annulation de l'Etat Descriptif de Division initial,

2°) La décision implicite par laquelle le nouveau Maire de la Commune, monsieur Louis FERRE, avait rejeté leur demande du 10 février 2010 tendant à obtenir l'annulation de cette délibération et la signature de l'acte authentique de vente comprenant la division du Moyen Chalet Spont en 11 lots de copropriété dont 6 logements.

Le Tribunal Administratif fera droit à ces demandes par jugement du 3 juin 2014, déféré par la Commune à la Cour Administrative d'Appel de BORDEAUX qui jugera n'y avoir lieu à statuer par arrêt du 13 octobre 2016.

- D'autre part, le Tribunal de Grande Instance de SAINT GAUDENS pour voir constater le caractère parfait de la vente conclue le 18 janvier 2008 avec toutes conséquences ce que de droit.

Par jugement du 20 décembre 2012, le Tribunal de Grande Instance de SAINT GAUDENS a déclaré parfaite la vente passée par acte sous seing privé du 18 janvier 2008 sous les seules relations d'un

immeuble dénommé Moyen Chalet Spont situé 62 allée d'Etigny, Commune de BAGNERES DE LUCHON dit Chalet Spont, figurant au cadastre de ladite Commune révisé sous les relations suivantes :

- . Section AI n° 443 allée d'Etigny, en nature de sol, d'une contenance de 18a 78ca,
- . Section AI n° 435 allée d'Etigny, en nature de terre agricole d'une contenance de 32a 47ca,
- . Section AI n° 447 VC des Thermes Romains en nature de sol d'une contenance de 03 ca.

Suivant arrêt du 1^{er} décembre 2014, la Cour d'Appel de TOULOUSE a réformé partiellement cette décision, dans les termes intégralement retranscrits dans le protocole joint à la présente.

A la suite de diverses obstructions techniques, les soussignés de seconde part n'ont pu prendre possession de l'immeuble objet des contentieux précités que le 5 janvier 2017.

Estimant que l'immeuble s'était dégradé du fait du comportement de la commune entre la signature de l'acte sous seing privé et la date de prise de possession 9 ans plus tard, les soussignés de seconde part ont sollicité la mise en place d'une mesure d'expertise judiciaire aux fins de décrire l'évolution de l'état de l'immeuble entre 2008 et 2017 en indiquant les raisons de cette évolution, notamment au regard des défauts d'entretien de l'immeuble.

Un expert était désigné en qualité d'expert judiciaire et déposait son rapport le 5 septembre 2018.

Au vu de ce rapport, les soussignés de seconde part ont saisi le Tribunal de Grande Instance de SAINT GAUDENS pour solliciter, dans le dernier état de leurs écritures, la condamnation de la Commune (voir protocole annexé).

Dans le même temps, les soussignés de seconde part ont, en date du 2 avril 2019, saisi la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux d'une demande d'ouverture d'une procédure juridictionnelle en exécution de son arrêt prononcé le 13 octobre 2016.

Suivant arrêt du 8 décembre 2020, cette requête en exécution a été rejetée.

Sous l'égide de la nouvelle équipe municipale, les parties se sont rapprochées pour éteindre, au travers du protocole d'accord transactionnel annexé à la présente délibération, tous les différents existants entre elles et solder tous litiges, de toute nature, ayant trait à la cession du Moyen Chalet Spont.

Aux termes dudit protocole transactionnel, la commune accepte de verser une indemnité de 150.000,00 euros (CENT CINQUANTE MILLE EUROS) à la SCI BELFORT SOLFERINO en sa double qualité de mandataire des acquéreurs de l'ensemble immobilier en cause et de Maître d'ouvrage des travaux d'aménagement et/ou réhabilitation du Moyen Chalet Spont et de son parc.

Monsieur FERRE demande si c'est toujours Me DELMAS qui s'occupe du dossier.

Monsieur le maire répond par la négative.

Monsieur FERRE fait part de son étonnement car la municipalité précédente avait travaillé avec Me Delmas pendant de très nombreuses années sur ce dossier et il se souvient qu'elle n'a jamais incité la collectivité à transiger sur cette affaire, elle a fait part des éléments de droit qui permettaient d'être optimistes quant à l'issue d'un résultat positif pour la commune de Bagnères de Luchon. Monsieur FERRE indique qu'il est très très très étonné qu'on en arrive à cette transaction et il est encore plus étonné par le contenu même du protocole transactionnel et notamment par une phrase qui laisserait

à penser que c'est la ville de Bagnères de Luchon qui a - monsieur FERRE reprend le texte – « fait obstruction ». Il lit la phrase « à la suite de diverses obstructions techniques qu'il est inutile de détailler ici, les soussignés de seconde part n'ont pu prendre possession de l'immeuble objet des contentieux ». Monsieur FERRE tient à préciser que s'ils n'ont pas pris possession du bâtiment c'est bien de leur fait puisque dans le déroulé qui est mentionné, il manque un certain nombre d'épisodes et bien évidemment ce sont des épisodes qui ne plaident pas en faveur de la commune. Monsieur FERRE s'en étonne beaucoup et il souhaiterait que la délibération et le protocole transactionnel soient le reflet de la réalité et reprennent l'ensemble des étapes de cette affaire.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit de clore ce débat et de passer à autre chose, la collectivité a dépensé suffisamment de frais d'avocat, presque 50.000 euros, elle a déjà été condamnée, les conseils qui ne sont pas ceux de maître DELMAS, n'incitent pas à continuer cette affaire.

Monsieur FERRE répond que la commune a été condamnée mais la société et M. SENTOUS l'ont été autant.

Monsieur le maire répond que la société a été condamnée à payer le prix de l'achat.

Monsieur FERRE indique que oui tout à fait et que la SCI a aussi été déboutée dans un certain nombre d'affaires qui ne sont pas mentionnées ici ce dont il s'étonne beaucoup d'ailleurs.

Monsieur FERRE indique que ce qui le surprend beaucoup aussi c'est peut-on dire qu'il y a eu 45.000 euros de frais d'avocat et que ça légitime le fait de reverser 150.000 euros à la société BELFORT, il s'interroge. Il précise qu'on est quand même sur un rapport de 1 à 3.

Monsieur le maire répond que l'expertise judiciaire qui a été rendue à la suite de la dernière évolution du dossier permet à la SCI SOLFERINO d'espérer 165.000 euros de dédommagement.

Monsieur FERRE indique que ce qui le surprend beaucoup dans la présentation du dossier c'est de voir que ce sont les éléments qui sont mis en avant par la société BELFORT SOLFERINO et M. SENTOUS qui sont repris et à la lecture de ces éléments, on peut se dire que la ville de Luchon a été condamnée.

Il a fallu qu'il lise deux fois le texte pour se rendre compte qu'il n'en n'était rien et que c'était simplement les éléments du mémoire de la société BELFORT SOLFERINO et de M. SENTOUS qui étaient repris in extenso dans la délibération, c'est pour le moins surprenant. Monsieur FERRE indique qu'il a quand même l'impression que la ville de Luchon baisse les bras très rapidement sur ce dossier.

Monsieur le maire répond qu'après 13 ans, il ne pense pas que ce soit si rapide que ça.

Monsieur FERRE répond qu'encore une fois, ce n'est pas du fait de la ville de Luchon, si le dossier a trainé, il indique être désolé, des procédures ont du être menées contre certains protagonistes pour les amener à payer.

Il y a eu un véritable travail d'obstruction et même certaines actions juridiques menées étaient quelque peu surprenantes.

Monsieur SUBERCAZE demande sur ce sujet quel est l'intérêt de la ville de clore la situation alors que ça coûte 40 ou 45.000 euros, même si cela coûte 15 ou 20.000 euros de plus, on ne sera jamais à 150.000 euros. Monsieur SUBERCAZE ne comprend pas bien pourquoi ne pas poursuivre sauf si on est sûr de perdre.

Monsieur le maire répond que le conseil de la commune ne conseille pas de continuer dans cette démarche car vu l'analyse de risque, la commune est probablement à risque pour 165.000 euros sur cette affaire.

Monsieur SUBERCAZE demande si le conseil actuel de la collectivité a émis un avis par rapport à la position de maître DELMAS.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FERRE souhaite savoir ce qui a justifié le fait de ne pas s'appuyer sur maître DELMAS qui est quelqu'un, quand même, de spécialiste de ce type d'affaire et qui est reconnue sur la place toulousaine.

Monsieur le maire répond : 13 ans de procédure et le nouveau conseil de la commune diverge apparemment sur les analyses juridiques et techniques de maître DELMAS.

Monsieur PERUSSEAU demande si la commune est bien à risque de 165.000 euros.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur PERUSSEAU indique que l'on va payer 150.000 euros.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur PERUSSEAU indique que le risque c'est 165.000 euros plus les frais d'avocat pour continuer donc on est à risque à 180.000 euros environ et par contre on va payer tout de suite, dès aujourd'hui 150.000 euros.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur PERUSSEAU indique que le problème c'est purement une question de trésorerie parce que si on ne l'a pas autant attendre deux ou trois ans de plus, on ne paiera pas grand-chose de plus. Quand on dit « à risque » cela veut dire qu'on n'est pas sûr de perdre à 100 %.

Monsieur le maire indique que cela peut être aussi plus que 165.000 euros.

Il précise qu'au bout de toutes ces années de procédures, le souhait est d'arrêter tout cela.

Monsieur TONIOLO indique à monsieur FERRE que c'est son étonnement qui l'étonne.

Douze années de procédures pour un total de frais d'avocat et de condamnations d'environ 700.000 euros, au total sur les 12 dernières années.

Cette affaire représente à peu près 70.000 euros entre les condamnations et les frais d'avocat.

Les notaires qui ont procédé à cette transaction n'ont jamais été appelés en responsabilité. Monsieur TONIOLO précise que l'envie est d'apurer tout ça en ayant jauger des situations et il est temps comme le dit monsieur le maire, après 13 ans, de peut-être tourner la page de ces affaires-là, qui ont été largement débattues.

Monsieur FERRE répond que ça peut se discuter mais qu'ayant bien connu le sujet, on lui permette d'être plus que surpris. La collectivité a décidé de changer d'avocat mais il rappelle encore une fois que maître DELMAS qui est spécialiste de la chose bien connue sur la place de Toulouse a toujours incité à poursuivre l'action c'est-à-dire qu'elle a toujours poussé à défendre les intérêts de la ville de Luchon dans ce sens-là.

Monsieur TONIOLO répond que bien sûr, on peut toujours poursuivre, cela peut également durer 20 ans aussi, 3 mandatures et coûter une fortune à la mairie.

Monsieur FERRE tient à faire remarquer que c'est la société BELFORT SOLFERINO et M. SENTOUS qui ont lancé les actions contre la ville de Luchon.

Monsieur TONIOLO répond que monsieur FERRE peut peut-être dire pourquoi Me DELMAS, par exemple, étant dit que monsieur TONIOLO lui a posé la question, pourquoi le notaire n'a pas été appelé en responsabilité.

Monsieur TONIOLO précise que c'est la première chose qui est à faire quand on a une question de transaction immobilière.

Monsieur TONIOLO précise qu'on revit là à peu près la même chose que la dernière fois avec l'affaire « un maillot pour la vie ».

Monsieur FERRE répond : « pas du tout ».

Monsieur TONIOLO dit que ce sont des affaires qui durent depuis maintenant des années, 12 ans ou 13 ans, il demande à monsieur FERRE s'il admet que ça peut coûter cher à la fin.

Monsieur FERRE répond que ça peut coûter cher et ça peut ne pas coûter cher, c'est une question d'interprétation.

Monsieur FERRE indique que visiblement, la nouvelle municipalité a décidé de solder l'affaire très rapidement, et il croit savoir que dès les premières semaines pendant lesquelles la nouvelle équipe est arrivée en mairie, c'est un dossier sur lequel elle s'est penchée.

Monsieur TONIOLO répond que la nouvelle équipe s'est penchée sur tous les dossiers qui traînaient. Monsieur FERRE répond, celui-là en particulier, c'est visiblement un dossier qui tenait à cœur de la nouvelle équipe qui a décidé de le solder. Il n'y a pas de problème là-dessus, si ce n'est que, encore une fois, il serait judicieux que les éléments qui figurent dans le protocole transactionnel soient des éléments objectifs et non point des éléments à charge.

Monsieur TONIOLO renouvelle sa question à monsieur FERRE : « pourquoi le notaire n'a pas été appelé en responsabilité, vous avez une idée ? »

Monsieur FERRE répond qu'il n'est pas juriste, il y a une avocate maître DELMAS qui a géré les affaires de la ville, encore une fois, monsieur FERRE répète que c'est une avocate qui est une spécialiste de la question.

Monsieur TONIOLO indique que la commune a du quand même dû lui apporter de mauvaises affaires, car il a relu l'ensemble des procès de la mairie de Luchon, il n'a pas vu beaucoup de procès gagnés.

Monsieur FERRE répond qu'il a très mal regardé, il pense que c'est encore une fois des propos qui ne sont pas objectifs, c'est tout.

La question, ce n'est pas aujourd'hui de parler encore une fois par rapport aux procès gagnés on pourrait faire la liste, il n'y a pas de soucis là-dessus, monsieur FERRE indique qu'il ne va pas faire d'humour, ce serait très mal placé, ce sont des propos qui appartiennent à monsieur TONIOLO et qui sont parfaitement subjectifs. Le sujet c'est celui-là, et monsieur FERRE revient à ce qu'il a dit en réaffirmant que les éléments qui figurent dans ce protocole ne sont pas des éléments objectifs, c'est clair, net et précis.

Monsieur TONIOLO interroge monsieur FERRE quant à la volonté de vouloir arrêter les frais, il lui demande si ce n'est pas objectif non plus.

Monsieur FERRE répond qu'il s'agit d'un choix qui est fait. Comme le disait monsieur PERUSSEAU, on nous dit, il y a un risque de 160.000 euros, c'est un risque évalué sur la base (monsieur FERRE s'en réfère à ce qu'il lit) du mémoire de la société BELFORT et de M. SENTOUS.

Monsieur le maire répond que non, il repose sur le compte-rendu de l'expert juridique qui a été désigné par le tribunal.

Monsieur FERRE répond que ce n'est pas tout à fait ce qui apparaît dans les termes d'une part et ensuite, au niveau du tribunal, monsieur FERRE indique que les tribunaux ne reprennent pas l'intégralité des sommes qui sont demandées par le plaignant quand bien même l'affaire est perdue. Monsieur FERRE indique que, 160.000 euros c'est un « max ». Pour un « max » de 160.000 euros, on décide de verser 150.000 euros, ça peut paraître étonnant.

Monsieur le maire répond à monsieur FERRE qu'il oublie les frais et honoraires d'avocat qui continueraient, pendant encore des années et des années, à s'additionner.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le protocole d'accord transactionnel à conclure entre la SCI BELFORT SOLFERINO, monsieur Thierry SENTOUS et la Commune de BAGNERES DE LUCHON exposé en séance,
- approuver le versement de la somme forfaitaire et définitive versée pour solde de tous comptes et de tous litiges, nés ou à naître,
- autoriser monsieur le Maire à signer ledit protocole d'accord transactionnel.

Le conseil municipal, après délibération, par 13 voix pour, 4 abstentions (M. PERUSSEAU, Mme BOY, M. PALACIN et M. SUBERCAZE) et 2 voix contre (Mme CAU et M. FERRE),

- approuve le protocole d'accord transactionnel à conclure entre la SCI BELFORT SOLFERINO, monsieur Thierry SENTOUS et la Commune de BAGNERES DE LUCHON tel qu'exposé en séance,
- approuve le versement de la somme forfaitaire et définitive versée pour solde de tous comptes et de tous litiges, nés ou à naître,
- autorise monsieur le Maire à signer ledit protocole d'accord transactionnel.

Monsieur PERUSSEAU reprend la parole pour indiquer qu'il pense que le montant de 150.000 euros doit pouvoir être baissé.

Monsieur le maire indique aux élus que par effet de conséquence, le point suivant est donc la modification de la provision qui avait été portée au budget.

16. MODIFICATION DE LA PROVISION POUR LE CHALET SPONT.

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que le conseil municipal a approuvé, le 28 décembre 2020, la constitution d'une provision pour le contentieux « Chalet Spont » d'un montant de 250 000€ (DEL20200200).

Cette provision correspond aux condamnations de la commune et au risque de l'action en cours, avec frais d'expertise et frais d'avocat.

Il s'agit aujourd'hui de réviser cette inscription budgétaire suite à la transaction menée par les conseils des deux parties.

Monsieur le maire propose aux élus de réviser la provision semi-budgétaire à 150 000 € concernant le contentieux avec le « Chalet Spont ». Cette révision sera inscrite au compte 7865.

Le conseil municipal, après délibération, par 17 voix pour, 2 abstentions (Mme CAU et M. FERRE), 0 voix contre, approuve la révision de la provision semi-budgétaire à 150 000 € concernant le contentieux avec le « Chalet Spont » selon les modalités exposées en séance.

BAUX

17. RENOUELEMENT DU BAIL DE LA GENDARMERIE.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire rappelle aux élus que des travaux de rénovations des salles de bains font partie des conditions de renouvellement du bail.

Il indique que l'augmentation du montant est modique, on passe de 128 000 à 136 000 euros.

Monsieur FOURCADET demande si la révision intervient tous les 3 ans.

Monsieur le maire répond par l'affirmative et précise que cela se fait en fonction des indices des coûts de la construction.

Monsieur le maire précise qu'il s'agit de baux sur lesquels la collectivité ne peut pas vraiment intervenir.

Monsieur le maire rappelle aux élus que la commune a consentie un bail à l'Etat (gendarmerie nationale) à compter du 01 février 2012 pour une durée de 9 ans pour l'ensemble immobilier sis 28 rue Clément Ader à Bagnères de Luchon.

Cet ensemble immobilier est destiné à l'usage de caserne de gendarmerie.

L'échéance de ce bail était le 31 janvier 2021.

Les services de l'Etat nous ont fait parvenir le renouvellement de ce bail, dressé par le service des affaires immobilières de la gendarmerie postérieurement au conseil municipal du 22 janvier dernier.

Il convient donc aujourd'hui que le conseil municipal se prononce sur le renouvellement du bail joint à la présente délibération.

Le bail est proposé pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} février 2021.

Le montant du loyer annuel est fixé à 136 292 euros net de taxes (non soumis à TVA) et hors charges.

Le détail des locaux mis à bail est listé dans le bail joint à la présente.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante,

- d'approuver le bail tel qu'exposé en séance,
- de l'autoriser à le signer.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve le bail tel qu'exposé en séance,
- autorise monsieur le maire à le signer.

Délégation de Service Public

18. CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A L'EXPLOITATION DE L'HOSPICE DE FRANCE : AVENANT N°4 – AUTORISATION DE SIGNATURE.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire indique aux élus que, de la même manière que dans le cadre des délégations au maire, des dégrèvements ont été accordés aux commerçants de Luchon pour tenir compte de la crise du COVID, il convient de faire de même pour les gérants de l'Hospice de France.

Pour réduire le montant de la redevance des délégataires, étant donné qu'il s'agit d'une gestion sous la forme de DSP, il est nécessaire que le conseil approuve cette modification au contrat qui consiste à réduire le montant de la redevance pour tenir compte de l'impact de la crise liée au COVID. Il s'agit d'être en ligne avec ce qui s'est fait par ailleurs en ville.

Monsieur SUBERCAZE indique que de mémoire il lui semble que le contrat prévoyait ce genre de risque mais limité par rapport au pourcentage comme monsieur le maire l'exprime en référence aux articles. Monsieur SUBERCAZE indique qu'il s'agissait juste pour lui d'apporter cette précision.

Monsieur le maire rappelle aux élus que l'épidémie de Covid-19 a fortement impacté l'exécution des contrats publics en raison des mesures de confinement prises par le gouvernement. Pour faire face à la crise sanitaire, la Commune de Bagnères de Luchon a décidé la mise en œuvre d'un plan de soutien aux partenaires économiques.

La Commune gère un certain nombre de contrats dont certains relèvent du domaine de la restauration.

Le contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de l'Hospice de France a été conclu avec la SARL «Tupidek », le gestionnaire repreneur depuis 2016. Pour rappel, la gestion de l'Hospice

de France a été confiée pour une durée de 15 ans, 2 mois et 24 jours, trouvant son terme au 15 avril 2025.

L'Hospice de France, établissement recevant du public de type N (restaurants et débits de boissons), a été contraint de fermer à plusieurs reprises durant l'année 2020.

S'agissant des contrats relevant de la commande publique, des circonstances imprévues permettent de justifier le cas échéant une modification du contrat n'excédant pas 50 % du contrat initial (Articles R. 3135-3 et R. 3135-5).

A ce titre, monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal d'adapter les modalités d'appel de la redevance au titre de l'année 2021 de la manière suivante :

- la Commune annule la révision de redevance prévue à l'article 25 de la convention d'affermage, relatif à l'application de la clause d'indexation de la redevance, pour les années 2016 à 2019.
- la Commune au titre de l'alinéa 7 de l'ordonnance n°2020-319 consent à réduire le montant dû au titre de la redevance annuelle d'un montant de 25 % pour l'année 2020.

Le montant total dû par la société Tupidek au titre de l'année 2020 est ainsi de 11 424.64 €.

Monsieur le maire propose ainsi au conseil municipal de bien vouloir :

- l'autoriser à signer l'avenant n° 4 à la convention de délégation de service public (DSP) relative à l'exploitation de l'Hospice de France joint à la présente délibération.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, autorise monsieur le maire à signer ledit avenant n° 4 à la convention de délégation de service public (DSP) relative à l'exploitation de l'Hospice de France.

19. DSP DES THERMES : DOCUMENTS D'URBANISME, AUTORISATION.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire indique aux élus que cette délibération concerne deux aspects, l'autorisation de déposer une révision allégée du PLU et le dépôt par un tiers d'une demande de permis de construire en ce qui concerne les thermes et donc l'extension qui est en train d'être vue dans le cadre de la DSP des thermes. C'est donc le signe que le dossier est en bonne voie et que les dispositions que l'on demande aux élus de bien vouloir adopter ont pour principal objectif de permettre le dépôt de l'offre définitive et surtout du déblocage des différents financements auprès des investisseurs qui sont dans la négociation.

Monsieur le maire rappelle qu'il s'agit d'autoriser le dépôt d'un permis de construire pour une modification des bâtiments existants et parallèlement, autoriser le lancement d'une révision allégée du PLU.

Monsieur le maire demande s'il y a des questions.

Monsieur FERRE indique qu'il a une question très simple, « vous avez dit que la signature était incessante, mais encore ? ».

Monsieur le maire répond, « bientôt ». Il indique qu'il n'a pas de date à donner précisément à monsieur FERRE, il ne peut pas en dire tellement plus.

Monsieur le maire indique qu'il sait qu'il l'a déjà dit mais que dans une négociation, on n'est pas toujours tout seul. Le dossier avance d'une manière certaine et il s'engage devant tous en indiquant que « oui », le dossier avance en bonne voie.

Monsieur FERRE répond qu'il est vrai que l'on peut s'interroger puisque dans l'intervalle, il y a quand même eu Amnéville qui a été repris. Il y a Royat qui avait été lancé en même temps. Les dossiers de Royat et de Luchon ont eu un calendrier absolument identique jusqu'à maintenant puisque Royat a signé aussi.

Monsieur le maire répond que peut-être que les dossiers n'avaient pas le même contenu, il précise qu'il ne connaît pas le contenu du dossier de Royat mais celui du dossier de Luchon.

Monsieur le maire indique qu'ils ont été amenés, tout en restant dans le cadre de la négociation telle qu'elle doit être conduite, à revoir beaucoup de choses.

Monsieur FERRE dit que justement ce qui l'interpelle c'est que monsieur le maire a dit qu'il y a eu des modifications au niveau juridique et précise que c'était écrit dans la presse, monsieur FERRE ne l'invente pas.

Monsieur le maire répond qu'il est certain que la rédaction de certains articles a dû être revue.

Monsieur FERRE répond qu'une modification juridique cela va au-delà de ça.

Monsieur le maire répond que plusieurs articles ont été rédigés à nouveau en négociation.

Monsieur FERRE répond que ce n'est pas une modification juridique.

Monsieur le maire demande s'il y a des questions complémentaires.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune de Bagnères-de-Luchon s'est engagée dans une démarche de mise en délégation de service public des Thermes.

A ce titre, compte tenu des demandes de l'ABF concernant notamment l'extension du Vaporarium, une révision allégée du PLU est nécessaire à la délivrance du permis de construire.

Également, du fait des délais d'instructions et afin de pouvoir respecter le calendrier des travaux prévus par le délégataire pressenti, il est nécessaire de procéder au plus vite au dépôt des dossiers permettant l'obtention des autorisations d'urbanisme.

Ces opérations concernant des bâtiments situés sur une parcelle propriété de la commune (parcelle AL0007), il convient que le conseil municipal autorise [SOCIETE DEDIEE] à déposer d'une part une demande de permis de construire concernant l'extension prévue du Vaporarium, et d'autre part une demande d'autorisation de travaux concernant la rénovation des équipements et des bâtiments thermaux.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante :

- d'autoriser le lancement de la révision allégée du PLU et les études nécessaires à cette procédure,
- d'approuver, le cas échéant, le dépôt par [SOCIETE DEDIEE] d'un dossier de permis de construire sur la parcelle AL0007,
- d'approuver, le cas échéant, le dépôt par [SOCIETE DEDIEE] d'un dossier d'autorisation de travaux concernant les bâtiments propriétés de la commune sis sur la parcelle AL0007
- d'autoriser le maire, le cas échéant, à signer les documents nécessaires permettant à [SOCIETE DEDIEE] de procéder aux dits dépôts.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- autorise le lancement de la révision allégée du PLU et les études nécessaires à cette procédure,

- approuve, le cas échéant, le dépôt par [SOCIETE DEDIEE] d'un dossier de permis de construire sur la parcelle AL0007,
- approuve, le cas échéant, le dépôt par [SOCIETE DEDIEE] d'un dossier d'autorisation de travaux concernant les bâtiments propriétés de la commune sis sur la parcelle AL0007
- autorise le maire, le cas échéant, à signer les documents nécessaires permettant à [SOCIETE DEDIEE] de procéder aux dits dépôts.

Ressources Humaines

20. OUVERTURES DE POSTES TEMPORAIRES A LA VILLE, SAISON 2021.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il s'agit de préparer la saison estivale qui commence à s'éclaircir un peu car il y a des dates et des éléments sur les conditions d'ouverture un peu plus précis.

Monsieur le maire indique qu'il est proposé, un peu comme ce qui se fait chaque année, de renouveler certains postes temporaires, tout en mettant l'accent sur l'effectif des parcs et jardins pour la saison, la propreté urbaine et les animations.

En tout, il y 17 emplois temporaires qui sont concernés par cette délibération.

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'afin d'assurer le bon fonctionnement des services pendant la période estivale, il convient de procéder aux ouvertures de postes temporaires suivants :

Service des sports :

Afin de renforcer l'effectif du personnel du Golf municipal :

Filière administrative :

-1 emploi d'agent d'accueil-sécrétariat (grade d'adjoint administratif rémunéré sur la base du 1^{er} échelon) du 15/05/2021 au 15/09/2021

Durée hebdomadaire de travail : 17 heures 30 minutes

Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Filière technique :

-1 emploi d'agent d'entretien des espaces verts du golf (grade d'adjoint technique rémunéré sur la base du 1^{er} échelon) du 10/05/2021 au 31/12/2021.

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Les contrats qui découlent des éléments cités supra seront pris au regard de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3/1°.

Filière administrative :

-1 emploi d'agent d'accueil-régie caisse au golf (grade d'adjoint administratif rémunéré sur la base du 1^{er} échelon) du 28/06/2021 au 29/08/2021
Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Le contrat qui découle des éléments cités supra sera pris au regard de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3/2°.

Afin de renforcer l'effectif du personnel de la Réserve de la Pique, et notamment de la piscine, du tennis et du mini-golf :

Filière administrative :

-2 emplois d'agents d'accueil au tennis/mini-golf (grade d'adjoint administratif rémunérés sur la base du 1^{er} échelon) du 18/06/2021 au 29/08/2021
Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Le contrat qui découle des éléments cités supra sera pris au regard de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3/2°.

Monsieur le maire indique à l'assemblée que des postes d'animateurs sportifs seront ouverts pour le cas où il ne serait pas possible d'ouvrir la piscine éphémère à cause de mesures sanitaires liées au COVID19.

Filière animation :

-6 emplois d'agent d'animation (grade d'adjoint d'animation rémunéré sur la base du 1^{er} échelon) du 12/07/2021 au 25/08/2021
Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Les contrats qui découlent des éléments cités supra seront pris au regard de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3/2°.

Service Police Municipale :

Afin de renforcer l'effectif du personnel du service Police Municipale :

Filière administrative :

-1 emploi d'ASVP (grade d'adjoint administratif rémunéré sur la base du 1^{er} échelon) du 10/05/2021 au 31/12/2021
Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Le contrat qui découle des éléments cités supra sera pris au regard de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3/1°.

Service Environnement :

Afin de renforcer l'effectif des parcs et jardins pour la saison :

Filière technique :

-4 emplois d'agent d'entretien des espaces verts (grade d'adjoint technique rémunéré sur la base du 1^{er} échelon) du 10/05/2021 au 30/09/2021

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Les contrats qui découlent des éléments cités supra seront pris au regard de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3/2°.

Afin de renforcer l'effectif de la propreté urbaine pour la saison :

Filière technique :

-3 emplois d'agent d'entretien de l'espace public (grade d'adjoint technique rémunéré sur la base du 1^{er} échelon) du 10/05/2021 au 30/09/2021

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Salaire brut mensuel fixé en fonction de l'indice brut 354.

Les contrats qui découlent des éléments cités supra seront pris au regard de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3/2°.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver les ouvertures de postes temporaires selon les modalités exposées en séance et de donner l'autorisation à monsieur le Maire de signer les contrats correspondants.

Le conseil municipal, après délibération par 18 voix pour (M. FOURCADET s'est absenté de la salle), 0 voix contre et 0 abstention, approuve les ouvertures de postes temporaires selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer les contrats correspondants.

21. OUVERTURES DE TROIS POSTES DE CHARGES DE MISSIONS.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire présente les trois postes succinctement aux élus. Il précise que les deux premiers rentrent dans le cadre de programmes nationaux.

Monsieur le maire précise que le premier contrat correspond au programme « Copter », le second au programme « petites villes de demain » qui sera à nouveau évoqué plus loin dans l'ordre du jour et le troisième contrat est une ouverture de poste pour un contrat de chargé de mission auprès de la direction générale, principalement orienté sur les connaissances en droit public qui paraissent manquer cruellement à l'intérieur de l'équipe administrative.

Monsieur le maire indique que la collectivité souhaite se renforcer à ce niveau-là et être en capacité juridique d'analyser les problèmes de droit public.

Monsieur le maire précise à l'assemblée que les embauches à durées déterminées pour les programmes « Copter » et « petites villes de demain » sont largement subventionnées par l'Etat et les différents organismes institutionnels.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-II ;
Considérant la mise en œuvre du dispositif « Petites villes de demain », le programme « territoires de services et de coopérations-Coopter » de l'ADEME, ainsi que les besoins de la Direction générale, il est nécessaire de recruter trois agents contractuels, relevant de la catégorie A, au grade d'attaché à temps complet, pour une durée hebdomadaire de 35 heures

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 27/04/2021,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante :

- La création à compter du 1^{er} mai 2021 de trois emplois non permanents de chargés de missions, chacun dans le grade d'attaché à temps complet pour exercer les missions ou fonctions suivantes :
 - Dispositif « Petites villes de demain » : participer à la conception ou à l'actualisation du projet de territoire et définir sa programmation ; mettre en œuvre le programme d'actions opérationnel ; organiser le pilotage et l'animation du programme avec les partenaires.
 - Pilotage des actions prévues dans le cadre du programme « Territoires de services et de coopérations- Coop'ter » de l'ADEME : création d'une Régie Agricole Locale (contrat de projet et financement partiel du poste par l'Etat).
 - Auprès de la Direction générale : formation droit public indispensable.

Les contrats seront effectués selon les durées suivantes :

- Chargé de mission Coop'ter : 3 ans.
- Chargé de mission Petites villes de demain : 18 mois.
- Chargé de mission auprès de la Direction générale : 3 ans.

Les deux contrats d'une durée de 3 ans seront renouvelables une fois.

Les trois contrats prendront fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel ils ont été conclus,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel il ont été conclus ne peut pas se réaliser.

La rémunération des trois agents sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement des trois agents contractuels sera prononcé à l'issue d'une procédure de recrutement prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Monsieur le Maire propose aux élus d'approuver la création des postes de chargés de missions selon les modalités exposées en séance et de l'autoriser à signer les contrats correspondants.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création de trois postes de chargés de missions selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le Maire à signer les contrats correspondants.

22. TABLEAU DES EFFECTIFS.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il s'agit d'ajuster, année après année, le tableau des effectifs en fonction des promotions et des ouvertures de postes. Il précise que certains postes sont obligatoirement ouverts suite à une promotion et celui que la personne quitte est donc fermé par voie de conséquence.

Monsieur le maire précise que les élus disposent de la présentation de l'ensemble des postes. Il indique qu'il y a aujourd'hui 180 postes pourvus. Le tableau proposé correspond à une réduction des postes ouverts de 7 postes puisque nous passons de 238 postes ouverts à 231 postes pour un nombre identique de postes pourvus bien sûr.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit d'ajustements qui tiennent compte des évolutions dans les grades et les postes des agents municipaux.

Monsieur le maire informe l'assemblée délibérante qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs, afin que les avancements de grade destinés à assurer un déroulement de carrière favorable aux agents soient validés ; afin que ce tableau reflète au mieux la situation de la collectivité, il convient également de supprimer des postes restés vacants et de créer des postes nécessaires aux futurs recrutements.

Cette réactualisation est effectuée à partir du dernier tableau des effectifs du 29 juillet 2020.

Considérant la nécessité **de supprimer les postes suivants** :

Filière Administrative :

DGS emploi fonctionnel (emploi : Direction générale) - TC : 1

Filière Technique :

Ingénieur principal (emploi : directeur du service des Sports) - TC : 1

Technicien (emploi : coordinateur Services techniques) - TC : 1

Agent de maîtrise (emploi : SSIAP) - TC : 1

Adjoint technique principal 1^{ère} classe (emploi : agent technique) - TC : 3

Adjoint technique principal 2^{ème} classe (emploi : agent technique) - TC : 2

Adjoint technique principal 2^{ème} classe (agent polyvalent technique) - TC : 1

Adjoint technique (agent d'entretien services généraux) - TC : 1

Filière Culturelle :

Adjoint du Patrimoine principal 2^{ème} classe (agent du Musée) - TC : 1

Filière Police Municipale :

Chef de service de Police principal 1^{ère} classe (emploi : Responsable service PM) - TC : 1

Gardien-Brigadier (emploi : agent de PM) - TC : 2

Filière Sportive :

Opérateur des APS (emploi : entretien des installations sportives) - TC : 1

Filière Médico-Sociale :

Auxiliaire de soins principal 2^{ème} classe (agent EHPAD) - TC : 1

ATSEM principal 1^{ère} classe – TC (emploi : agent entretien et agent administratif RH) : 2

Agent social principal 2^{ème} classe (emploi : agent de service à la personne à l'EHPAD) - TC : 2

Agent social (emploi : agent de service à l'EHPAD) - TC : 1

Agent social (emploi : agent de service à l'EHPAD) - TNC (30h00) : 1

Considérant la nécessité **de créer les postes suivants** :

Filière Administrative :

3 emplois de chargés de missions (grade : attaché) : TC

1 emploi de secrétariat général Pôle services généraux (grade : Rédacteur principal 1^{ère} classe) : TC

1 emploi de gestionnaire RH (grade : Rédacteur principal 2^{ème} classe) : TC

1 emploi de responsable service ETAT CIVIL-EDUCATION (grade : Adjoint administratif principal 1^{ère} classe) : TC

Filière Technique :

1 emploi de coordinateur Technique Pôle 2 (grade : Technicien) : TC

1 emploi de coordinateur Technique Pôle 1 (grade : Agent de maîtrise principal / Agent de maîtrise) : TC

1 emploi de responsable service maçonnerie (grade : Agent de maîtrise principal) : TC

1 emploi de responsable service Mécanique (grade : Agent de maîtrise principal) : TC

1 emploi d'agent polyvalent Thermes (grade : Adjoint technique principal 1^{ère} classe) : TC

1 emploi d'agent polyvalent Logistique (grade : Adjoint technique principal 2^{ème} classe) : TC

1 emploi d'agent polyvalent Charpente (grade : Adjoint technique principal 2^{ème} classe) : TC

1 emploi d'agent polyvalent Thermes (grade : Adjoint technique principal 2^{ème} classe) : TC

1 emploi d'agent entretien installations sportives (grade : Adjoint technique principal 2^{ème} classe) : TC

1 emploi de SSIAP (grade : Adjoint technique principal 2^{ème} classe) : TC

1 emploi d'agent polyvalent des écoles (grade : adjoint technique) : TC

Filière Sportive :

1 emploi d'encadrant des activités aquatiques (grade : Opérateur qualifié des APS) : TC

Filière Animation :

1 emploi d'agent EHPAD (grade : animateur principal 1^{ère} classe) : 1

Filière Médico-Sociale :

1 emploi d'agent EHPAD (grade : Agent social principal 1^{ère} classe) : TC

1 emploi d'agent polyvalent des écoles (grade : Agent social principal 2^{ème} classe) : TC

1 emploi d'agent EHPAD (grade : Auxiliaire de soins principal 1^{ère} classe) : TC

De plus, considérant les besoins de service, Monsieur le maire propose la création des emplois permanents suivants :

- Pour l'EHPAD ERA CASO, la création à compter du 01/05/2021, d'un emploi d'aide-soignante dans le grade d'agent social, à temps complet.
- Pour le service Police Municipale, la création à compter du 1/05/2021, d'un emploi d'ASVP, dans le grade d'adjoint administratif, à temps complet.
- Pour le service municipal des Sports, la création à compter du 1/05/2021, d'un emploi d'encadrant des activités sportives (grade : Educateur des APS principal 2^{ème} classe suite à réussite à l'examen professionnel), à temps complet,
- Pour la direction générale des Thermes, la création à compter du 1/05/2021, d'un emploi de directeur général des Thermes (cadre d'emploi des Attachés territoriaux), à temps complet.

Chacun de ces emplois sera occupé par un fonctionnaire.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans compte tenu des besoins du service attendant à la spécificité de la collectivité.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Le tableau des effectifs, après information au Comité technique dans sa séance du 27 avril 2021, se trouve modifié, en date du 28 avril 2021, de la façon suivante (voir annexe).

Vu les avis des conseils d'exploitation des Thermes et de l'Ehpad, en date du 03 mai 2021,

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la mise à jour du tableau des effectifs tel qu'exposé en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la mise à jour du tableau des effectifs tel qu'exposé en séance.

23. TAUX PROMUS-PROMOUVABLES.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante que cette délibération traite du taux des promus-promouvables, il précise que cette délibération n'a pas été revue depuis 2012 et qu'il convient donc de la réactualiser.

Il s'agit de définir le nombre de promus qui seront proposés à la promotion suivant que leur grade et leur avancement le permet.

Monsieur le maire propose de retenir le fait que tous les agents qui sont promouvables soient sur la liste des promouvables et indique qu'ils seront promus, non pas automatiquement, mais en fonction des critères listés dans la délibération et des ouvertures de postes bien sûr.

La délibération actuelle de taux d'avancement de grades date de 2012, et est donc obsolète dans ses grades et catégories d'emplois, certain(e)s n'existant plus.

Vu l'article 35 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale,
Vu L'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007, article 35.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer le taux d'avancement pour chaque grade après avis du Comité technique paritaire. Ce taux détermine le nombre de fonctionnaires susceptibles d'avancement parmi l'effectif du grade dès lors qu'ils répondent aux conditions réglementaires.

Les agents des cadres d'emplois de police municipale ne sont pas concernés.

Monsieur le maire propose les taux suivants :

Catégorie	Grade d'avancement	Taux de promotion
A	Ensemble des grades d'avancement	100%
B	Ensemble des grades d'avancement	100%
C	Ensemble des grades d'avancement	100%

Dans l'hypothèse où par l'effet du pourcentage déterminé le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus n'est pas un nombre entier, monsieur le Maire propose de retenir **l'entier supérieur**.

Vu l'avis du comité technique du 27/04/2021.

Afin d'aider à la décision d'avancement, monsieur le maire propose aux élus les critères suivants :

- **Besoin de la collectivité**
- **Correspondance du poste avec le statut particulier du grade**
- **Valeur professionnelle**
- **Acquis professionnels**
- **Ancienneté dans le grade**

- **Proximité avec la retraite**

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le taux d'avancement pour chaque grade, ainsi que les critères d'aide à la décision.

24. DESIGNATION D'UN NOUVEAU CORRESPONDANT CNAS POUR LE PERSONNEL

Rapporteur : M. le maire.

La délibération n° DEL20200083 du 22 juillet 2020 maintenait l'agent délégué local des agents de la ville pour son rôle de « correspondant CNAS » du Comité national d'action sociale.

L'agent fera valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} juillet 2021.

Il convient aujourd'hui de procéder à la recherche d'un nouvel agent de la ville, susceptible d'effectuer cette mission de correspondant du CNAS.

Un appel à candidature sera effectué auprès des agents concernés.

Monsieur le Maire propose d'accepter la mise en place d'une procédure d'appel à candidature telle que précisée en séance pour ensuite nommer l'agent, correspondant du CNAS.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la mise en place d'une procédure d'appel à candidature telle que proposé en séance pour ensuite nommer l'agent, correspondant du CNAS.

25. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA FANFARE LUCHONNAISE.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur PALACIN indique qu'il est très heureux car cette association, par une erreur de typographie, il y a un an, avait été privée de subvention.

Monsieur PALACIN indique qu'à l'occasion de manifestations ou commémorations auxquelles il assiste dans d'autres communes, l'absence de cet accompagnement musical est regrettable. Il répète que dans d'autres communes alentour, personne n'a la chance d'avoir un accompagnement musical de cette qualité au cours des cérémonies.

Monsieur le maire répond que c'est bien ce que la municipalité veut reconnaître ici.

Monsieur le Maire précise qu'une subvention exceptionnelle sera attribuée à la Fanfare Luchonnaise.

En effet, les manifestations patriotiques ou partenariales avec la Mairie de Luchon et d'autres entités se sont maintenues malgré le confinement en 2020 à l'aide de vidéos musicales ou en présentiel. Ainsi une aide de 2000€ sera versée pour l'année 2020 et imputée sur notre budget 2021.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur le vote de cette subvention.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'attribution d'une subvention exceptionnelle à la Fanfare Luchonnaise tel qu'exposé en séance.

26. AVENANT 1 A LA CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DU FESTIVAL DU FILM.

Rapporteur : M. le maire

En préambule, monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il a été décidé en COPIL, avec l'association, de transformer ce dernier en festival numérique, malgré l'avis des élus du conseil municipal présents au COPIL qui avaient suggéré un report pur et simple du festival.

Cette proposition n'a pas été retenue et les élus présents au COPIL ont donc suivi la proposition générale qui était de transformer le festival du film en festival virtuel tel qu'il a été tenu.

Monsieur le maire indique que, de ce fait, une subvention à la baisse a été renégociée qui passe de 100 000 euros à 50 000 euros.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent de l'avenant qui modifie cette subvention.

Par délibération n° DEL20200158 du 19 octobre 2020, le conseil municipal a approuvé la convention d'objectifs et de moyens relative à l'organisation de l'édition 2021 du festival des créations télévisuelles de Luchon.

La convention prévoyait la mise à disposition de moyens matériels et également l'attribution d'une subvention d'un montant de 100.000 euros à l'Association Festival TV Comminges Pyrénées, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 représentée par sa présidente.

La situation sanitaire et les mesures gouvernementales dues à la crise sanitaire (COVID19) n'ont pas permis le déroulement habituel du festival.

En conséquence, un festival numérique a été mise en place.

Les besoins de l'association ont ainsi été revus.

La subvention attribuée par la commune s'élève désormais à 50.000 euros.

Un avenant a été rédigé dont monsieur le maire donne lecture et qui sera joint à la présente.

Monsieur le maire donne lecture de l'avenant à l'assemblée délibérante.

Monsieur le maire demande s'il y a des questions.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il a une question, non pas sur la baisse de la subvention mais sur les inquiétudes entendues en ville sur l'avenir du festival du film, sur la base, essentiellement, de l'article de monsieur Paul TIAN, sur les changements permanents et le départ de certains professionnels...

Monsieur PERUSSEAU précise qu'il ne portera aucun jugement bien entendu mais il indique que cela l'inquiète un petit peu et qu'il n'est pas le seul.

Monsieur le maire répond qu'effectivement il n'est pas le seul, que les élus font partie de ces personnes qui s'inquiètent fortement du devenir du festival du film de Luchon, pour en garantir la pérennité et il précise à monsieur PERUSSEAU que les dernières évolutions auxquelles il fait référence ne datent que de quelques jours, elles ont bien été saisies et il y a une réflexion.

Monsieur le maire rappelle que la délibération ne traite pas de cela, il indique qu'il s'agit d'acter le fait que le montant de la subvention 2021 de 100.000 euros passe à 50.000 euros pour le fait que le festival se soit tenu de manière numérique.

Monsieur PALACIN souhaite expliciter quelque chose qui était implicite dans le propos d'introduction du maire et dire assez publiquement ce qui a été dit.

Il y a eu une discussion dans ce contexte exceptionnel quant à l'opportunité ou non, avec la précédente présidente du festival, Emmanuelle EYMARD, avec le conseil départemental et l'ensemble des partenaires pour savoir ce qu'il valait mieux faire dans ces circonstances et en effet, le conseil régional et également le conseil départemental ont défendu l'idée :

1. Que les technologies numériques permettaient dans ce contexte (connaissant l'attachement des luchonnais au festival) de faire quelque chose, de maintenir un événement efficace, dans un contexte non dégradé mais différent, dans un contexte exceptionnel.
2. Qu'il était essentiel de ne pas rompre la continuité.

Monsieur PALACIN rappelle que la région est très attachée à cet événement tout comme la population. Les autres partenaires sont très attentifs à la situation, un peu inquiets aussi pour dire la vérité. La région soutiendra toujours l'événement.

Monsieur PALACIN indique qu'il faut en discuter rapidement avec les bénévoles et les membres de l'association et essayer de reproduire l'ambition du festival parce que cette instabilité là dégrade, chaque année, la qualité de ce qui était un événement phare de la saison.

Monsieur le maire approuve et ajoute qu'il faut enfin arriver à stabiliser le festival et le lancer sur les rails.

Monsieur FERRE souhaite savoir si, par rapport au festival numérique qui s'est tenu, on dispose d'éléments chiffrés sur les résultats.

Monsieur le maire indique qu'en conseil d'administration de l'association du festival, le compte-rendu de l'activité 2020 a été donné avec la somme des dépenses. La fréquentation estimée 2021 est de l'ordre de 4000 « viewers ».

Monsieur FERRE demande si cela correspond à 4000 « clics ».

Monsieur le maire confirme.

Monsieur FERRE indique que la subvention de la commune à l'association est réduite de moitié or, s'il se souvient bien, dans les conventions qui sont signées avec l'association, l'engagement des collectivités est de participer au même niveau. Monsieur FERRE souhaite savoir si le conseil départemental et le conseil régional réduisent aussi la voilure ou pas.

Monsieur le maire répond que la commune a effectivement réduit la voilure, il précise **que monsieur PALACIN parlera mieux que lui de la région, il ne pense pas que la région ait fait de même. Monsieur le maire indique que la commune n'est pas liée à la région mais à l'association du festival.**

Monsieur FERRE répond que dans la convention votée par l'assemblée au mois d'octobre, il est précisé que les collectivités interviennent au même niveau et que si une collectivité déroge à cette règle, cela peut remettre en cause.

Monsieur PALACIN rappelle qu'une discussion courtoise et franche a eu lieu, sur les capacités et les envies de chacun. Cette discussion a fait apparaître, en effet, une différence d'appréciation légère entre les collectivités partenaires et l'équipe municipale.

A l'issue de cela, il répond à monsieur FERRE qu'il ne sait pas s'il a été fait dérogation - à la lettre - à la convention initiale mais l'état d'esprit n'était pas au juridisme mais plutôt à faire en sorte que chacun fasse valoir son point de vue sur l'avenir du festival et que puisse se tenir (M. PALACIN indique que c'est très très important) le festival et les 4000 « clics » montrent qu'il s'est passé quelque chose.

Monsieur PALACIN souligne que vu les conditions, s'il n'y avait pas du tout de festival, il estime qu'il y aurait eu encore plus de découragement. Il pense que c'était un point très très important ce défi. Il a été relevé et la position des deux collectivités, région et département, a toujours était claire.

Leur soutien sera toujours maintenu pour la résilience de l'événement, afin que l'événement traverse le « choc » et puisse se poursuivre, c'est le souhait pour l'année prochaine.

Monsieur le maire soumet l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens au vote du conseil municipal pour approbation et autorisation de signature.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens tel qu'exposé en séance et autorise monsieur le Maire à le signer.

27. CHARTE DE RECIPROCITE ENTRE LA COMMUNE ET LES ASSOCIATIONS.

Délibération reportée.

28. REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS.

Délibération reportée.

29. ATTRIBUTIONS DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2021.

Délibération reportée.

30. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA TABLE DE JEUX DU CASINO.

Délibération reportée.

Projets

31. CONVENTION RELATIVE A LA SCULPTURE SUR MARBRE.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il s'agit d'organiser une manifestation culturelle en collaboration avec l'association « marbre et art » de Saint-Béat.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent du descriptif de l'opération.

Il s'agit d'organiser, à Luchon, sur les mois de juillet et août 2021, des stages de sculpture sur bois et sur bronze, la sculpture sur marbre reste à Saint-Béat.

L'objectif est de collaborer plus avant avec l'association « marbre et art » de Saint-Béat qui collabore aussi, pour cette année, avec la ville de Saint Bertrand de Comminges.

A Luchon, deux types d'évènements vont être accueillis, des stages payants de sculpture sur bronze et sur bois et aussi, en démonstration, deux sculpteurs sur bois et sur bronze qui réaliseront devant le public des sculptures qui resteront la propriété de la ville de Luchon.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent du descriptif de l'événement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la convention avec l'Association Marbre et Arts de St Beat pour l'organisation d'une manifestation culturelle et artistique valorisant la sculpture.

Cette convention a pour but de formaliser les relations partenariales entre la Mairie de Bagnères de Luchon et l'association Marbre et Arts.

La municipalité soutient l'association dans le cadre de la mise en œuvre d'un symposium de sculpture, d'expositions et de stages en allouant une participation financière de 13245€ pour accompagner

l'organisation et le fonctionnement de l'évènement, la rémunération des artistes, les repas, y compris les frais engagés pour la coordination artistique représentée en la personne de Coralie Quincey. Sera aussi à la charge de la municipalité l'hébergement des intervenants et de la coordonnatrice artistique, qui correspond à 62 nuitées.

La municipalité mettra aussi à disposition des locaux ainsi que du personnel.

D'autre part, les stages proposés à Luchon seront payants et encaissés par la municipalité aux tarifs suivants :

Tarifs des stages pour les personnes adhérentes à l'association Marbre et arts :

Stage de sculpture sur bois	Stage de sculpture sur bronze
280€/personne	350€/personne
540€/couple	680€/couple

Tarifs des stages pour les personnes non adhérentes à l'association Marbre et arts :

Stage de sculpture sur bois	Stage de sculpture sur bronze
300€/personne	370€/personne
580€/couple	720€/couple

Monsieur le maire précise que dans le cadre de cette manifestation, la commune va accueillir, pendant deux mois, 6 à 8 sculptures monumentales métalliques réalisées par un artiste, monsieur KIEFFER basé à FIGAROL et qui travaille sur des représentations de chevaux principalement.

Il a accepté, dans le cadre de cette convention, de mettre à la disposition de la ville, pendant deux mois, 6 sculptures monumentales qui seront réparties dans les parcs et jardins de Luchon.

Monsieur le maire indique que parallèlement, une exposition d'aquarelles et de peintures d'une artiste, liée au festival du marbre de Saint-Béat, se tiendra.

Il s'agit donc d'une manifestation culturelle un peu globale.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la convention telle qu'exposée en séance, de l'autoriser à la signer et d'approuver les tarifs des stages.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention, les tarifs des stages tels qu'exposés en séance et autorise monsieur le maire à signer la convention.

32. CONVENTION AVEC LA COMPAGNIE « COMEDIE DU MAS ».

Délibération reportée.

33. AVENANT N° 8 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION « PYRENEES LUCHON EQUITATION ».

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire précise aux élus qu'il s'agit du renouvellement, sans changements, entre l'association et la commune. Une nouvelle convention sera rédigée pour envisager l'avenir de ce centre équestre très important pour Luchon.

Monsieur Le Maire rappelle aux élus que lors de la séance du 07 novembre 2014, le Conseil Municipal a autorisé Mr le Maire à signer une convention d'objectifs et de partenariat avec l'association « Luchon Pyrénées Equitation » (APLE).

Cette convention d'une durée initiale de 4 ans a permis d'assurer dans des conditions propices la continuité et le développement de l'activité équestre.

Arrivée à terme le 02 décembre 2018, prolongée par un premier avenant en date du 02 décembre 2019, puis par un deuxième avenant (approuvé en séance du Conseil Municipal du 08.11.2019) prolongeant l'échéance au 31 mars 2020, puis par un troisième avenant (approuvé en séance du Conseil Municipal du 28.02.2020) prolongeant l'échéance au 31 mai 2020, puis par un quatrième avenant (approuvé en séance du Conseil Municipal du 12.06.2020) prolongeant l'échéance au 31 août 2020 puis par un cinquième avenant (approuvé en séance du Conseil Municipal du 14.09.2020) prolongeant l'échéance au 30 novembre 2020 puis par un sixième avenant (approuvé en séance du Conseil Municipal du 23.11.2020) prolongeant l'échéance au 31 janvier 2021 puis par un septième avenant (approuvé en séance du Conseil Municipal du 28 décembre 2020) prolongeant l'échéance au 31 mars 2021.

Lors du Conseil Municipal en date du 22 janvier 2021, il a été déclaré la procédure de passation du contrat de concession pour la gestion du centre équestre de Luchon, sans suite, pour motif d'intérêt général.

Il est proposé de signer un nouvel avenant afin de permettre la finalisation d'une nouvelle convention de partenariat et d'objectifs avec l'APLE en cours de rédaction afin de définir et clarifier les droits et obligations de chaque partie.

« La convention arrive à échéance au 31 août 2021 ».

Seul l'Article 9 de la convention initiale relatif à sa durée est modifié.

L'ensemble des autres articles reste inchangé.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver l'avenant n° 8 et d'autoriser monsieur le Maire à le signer.

Le conseil municipal, après délibération par 18 voix pour (M. FERRE s'est absenté de la salle), 0 voix contre et 0 abstention, approuve l'avenant n° 8 tel qu'exposé en séance et autorise monsieur le maire à le signer.

Intercommunalité

34. APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT.

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux élus que la délibération concerne particulièrement les transferts de compétences et les charges qui y sont associées.

Tout d'abord, le transfert de compétence sur les animations extra-scolaires.

Quand on transfère une compétence, on transfère aussi les frais qui y sont associés et la particularité de cette délibération, est que la communauté de communes a dû voter le montant affecté à ce transfert au 31 décembre 2020 en s'appuyant sur les chiffres réels réalisés en 2019. Or, la prestation de la communauté de communes, ne se monte pas à ce montant là et il est convenu qu'elle sera réajustée en fonction des coûts réels en tenant compte notamment, qu'il y a moins d'élèves aussi ce qui fait que le transfert de compétence qui a été chiffré à 90.000 euros est temporaire. Il sera revu avec les chiffres actualisés et on peut déjà estimer que ce montant sera réduit à la baisse et passera à 30.000 euros ce qui correspond donc à une différence de 60.000 euros.

Monsieur le maire informe les élus que, pour la deuxième partie de la délibération, il s'agit du transfert de la compétence ski.

Monsieur le maire évoque les « péripéties » en 2019 et 2020 de la non-retransmission de la dotation touristique que recevait le SMO. Monsieur le maire rappelle que la communauté de communes en a 20 %, il a donc été convenu que pour faire pendant à cette absence de reversement, le transfert de compétence ski ne serait pas versé à la communauté de communes et donc la commune n'a pas l'obligation d'abonder à la compétence ski ce qui fait que pour 2021, c'est ramené à 0,00.

Pour 2022, il s'agira de renégocier avec la communauté de communes le transfert de compétence ski et les charges qui y sont associées.

Monsieur FERRE fait une remarque en précisant qu'il lui serait très difficile de ne pas voter cette proposition pour avoir modestement participer, dans le cadre de la commission des finances de la communauté de communes, et aller dans le sens de ce que monsieur le maire indique.

Monsieur le Maire informe qu'en date du 31 décembre 2020 le Président de la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises a transmis le rapport établi par la CLECT le 18 décembre 2020.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts et suite à l'instauration de la fiscalité professionnelle unique à l'échelle communautaire, la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises verse aux communes membres une attribution de compensation visant à garantir la neutralité budgétaire.

La commission locale d'évaluation des charges transférées s'est réunie pour étudier les transferts de compétence envisagés et affiner le calcul des transferts de charges correspondants. En effet, l'article 1609 nonies C du CGI précise « *la CLECT chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L.5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le Président de la commission. Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale* ».

Il demande de bien vouloir prendre connaissance du dossier ci-joint.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante :

- D'approuver le rapport établi par la CLECT en date du 18 décembre 2020, ci-joint annexé,
- De dire que l'attribution de compensation définitive 2020 sera calculée en fonction de la date de transfert effective des compétences,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire au bon aboutissement de cette affaire.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité :

- Approuve le rapport établi par la CLECT en date du 18 décembre 2020, annexé à la présente,
- Valide que l'attribution de compensation définitive 2020 soit calculée en fonction de la date de transfert effective des compétences,
- Autorise monsieur le Maire à signer tout document nécessaire au bon aboutissement de cette affaire.

35. MOTION DE SOUTIEN EN FAVEUR D'UNE CONCERTATION PREALABLE AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LORSQUE DES PORTEURS DE PROJETS PUBLICS OU PRIVES SOUHAITENT INSTALLER DES INFRASTRUCTURES OU DES EQUIPEMENTS SUR UNE COMMUNE ET QUE CES EQUIPEMENTS ONT UNE INCIDENCE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE ET SUR SA POPULATION.

Délibération reportée.

36. CONVENTION « PETITES VILLES DE DEMAIN ».
Rapporteur : M. LACOMBE.

Monsieur LACOMBE indique à l'assemblée délibérante qu'il s'agit d'un dispositif porté par l'Etat qui a sélectionné un certain nombre de villes.

Monsieur LACOMBE précise que pour la communauté de communes, seule la commune de Luchon a été sélectionnée tandis que sur les communautés de communes voisines, 3 villes étaient sélectionnées, la commune de Luchon a été la seule.

Monsieur LACOMBE indique qu'au-delà de ça, cela va permettre à la commune d'obtenir un chargé de mission financé par ce dispositif sur 18 mois. La convention porte là-dessus et l'essentiel de ce projet est de participer au développement de la ville, ça vient en complément de la démarche « Bourg-Centre ».

Monsieur LACOMBE précise à l'assemblée que le projet va de 2020 à 2026.

La signature de la convention va permettre à la commune de s'engager et pouvoir recruter rapidement la personne, sachant qu'elle travaillera à 80 % du temps pour Luchon et à 20 % pour la communauté de communes ce qui se traduira par quatre jours par semaine à Luchon et une journée par semaine à la communauté de communes.

Monsieur LACOMBE demande aux élus s'ils ont des questions.

Le programme Petites Villes de Demain vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement.

Il traduit la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme et de contribuer au mouvement de changement et de transformation, renforcé par le plan de relance.

Aussi, la Commune de Bagnères-de-Luchon a été sélectionnée par les services de l'Etat comme pouvant bénéficier de ce programme. La Communauté de communes des Pyrénées Haut-Garonnaises sera également bénéficiaire du programme en tant qu'EPCI de rattachement. La Région Occitanie ainsi que le Conseil Départemental de la Haute-Garonne seront signataires de la convention d'adhésion.

Différents partenaires sont associés et susceptibles d'apporter leur contribution au programme :

- Banque des Territoires
- Etablissement Public Foncier d'Occitanie
- Fondation du Patrimoine

La convention d'adhésion ouvrira une période de 18 mois au cours de laquelle le programme d'action sera élaboré. Un chef de projet sera recruté par la commune en partenariat avec la CCPHG afin de piloter le projet, avec un temps de travail réparti comme suit :

- 80% du temps de travail affecté à la commune de Bagnères-de-Luchon, sujet du programme « Petite Ville de Demain » (4j / semaine)
- 20% du temps de travail affecté aux projets d'intérêts communautaires pouvant être rattachés au programme « Petite ville de demain » (1j / semaine)

Ce chef de projet sera placé sous la responsabilité hiérarchique de la commune de Bagnères-de-Luchon. L'autorité fonctionnelle sera exercée par les deux collectivités bénéficiaires pour leurs actions respectives.

Monsieur LACOMBE indique aux élus que le poste sera en outre financé à hauteur de 75% par l'Etat ; la répartition du reste à charge sera de 80% pour la Commune de Bagnères-de-Luchon, et de 20% pour la CCPHG.

Monsieur PERUSSEAU souhaite savoir qui a rédigé le document présenté en séance.

Monsieur LACOMBE répond que c'est l'Etat, la communauté de communes et la ville qui ont rédigé.

Monsieur PERUSSEAU fait remarquer que le document est très bien rédigé.

Monsieur LACOMBE répond qu'il s'agit d'une participation, il y a une trame de départ puis après il y a une adaptation pour chaque ville.

Monsieur PERUSSEAU souligne à nouveau que c'est très bien fait.

Monsieur PALACIN félicite le conseil que la ville soit lauréate de cet appel à projets.

Il souhaite verser un élément à la discussion pour l'avenir, il rappelle qu'il y a des acquisitions de biens immobiliers, il y a le dispositif « petites villes de demain », le travail sur le schéma directeur urbain, il y a beaucoup de choses très importantes qui sont en discussion.

Monsieur PALACIN informe l'assemblée que la région est en train d'expérimenter un dispositif à Saint-Gaudens qui vise à soutenir les communes qui souhaitent racheter de l'immobilier commercial, des rez de chaussée, soutenir leurs rénovations etc... de façon à ce que, dans le bilan financier de ces opérations, elles puissent proposer des loyers à des commerçants qui souhaiteraient s'installer et de faire un peu de planification commerciale.

Monsieur le maire demande si cela s'adresse à tous les types de commerces.

Monsieur PALACIN répond qu'il n'a pas exactement le détail mais c'est dans l'esprit « bourg centre », « petites villes de demain », réflexion sur la destination des quartiers.

Monsieur le maire indique que c'est une aide à l'investissement.

Monsieur PALACIN confirme, c'est une aide au foncier.

Monsieur le maire précise à l'acquisition foncière.

Monsieur PALACIN confirme et qu'en fonction des conditions de l'acquisition foncière, les loyers pratiqués en retour par la collectivité peuvent être particulièrement attractifs. Il rappelle aux élus qu'on a vu pendant la pandémie, car cela s'est encore plus posé, que les loyers représentent un sujet important. Il précise que la région a soutenu les loyers du mois de novembre parce que c'est une des premières charges pour ceux qui ne sont pas propriétaires de leurs locaux. Monsieur PALACIN précise que ce sujet avait été travaillé avec monsieur SUBERCAZE et toute l'équipe de « Unis pour Luchon » pendant la campagne municipale.

Il rappelle qu'il y a des artères à Luchon, qui sont d'anciennes artères commerciales, qui ne le sont presque plus. Il estime que l'expérimentation à Saint-Gaudens est intéressante.

Monsieur le maire indique qu'une réflexion similaire est engagée au sein de l'équipe pour la revitalisation, non pas de plusieurs artères, mais d'au moins une artère intéressante à Luchon, la rue du Docteur Germès pour ne pas la nommer. Monsieur le maire indique qu'il semble intéressant à l'équipe, par différents biais, dont peut être l'acquisition foncière aidée, d'installer avec des loyers bas un ensemble d'artisans locaux susceptibles d'animer cette rue de Luchon, il précise que cela sera à nouveau évoqué.

Monsieur PALACIN indique qu'il est à la disposition de monsieur le maire sur ce sujet y compris sous les nouveaux modèles d'occupation temporaire..., il y a beaucoup de choses à faire et monsieur PALACIN précise qu'il y a toute une réflexion à mener, il souhaite la partager.

Monsieur le maire précise que de mémoire, à ce jour, il y a 12 locaux commerciaux qui sont disponibles dans cette rue.

Monsieur PERUSSEAU indique que puisqu'on parle de projets très positifs pour la ville de Luchon, il y a quelque chose qui lui reste un peu « en travers de la gorge », c'est le classement que l'on voit régulièrement dans les journaux nationaux sur les villes où il fait bon vivre.

Il indique que la ville est très mal classée, plus mal classée que Saint-Béat, Montréjeau, il s'excuse s'il y a des gens de Montréjeau, Gourdan etc qui suivent mais il n'arrive pas à comprendre pourquoi Luchon est si mal classé.

Monsieur le maire répond que c'est toute l'ambition de la municipalité que d'inverser ce genre de jugement sur la ville.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il n'a pas de communication avec les gens qui font ces classements mais ce n'est pas possible que l'on soit à ce point si mal classé. Il précise que ce n'est pas la ville qu'il connaît qui est classée comme ça et pourtant...

Monsieur LACOMBE fait remarquer que les critères ne sont pas toujours très objectifs.

Monsieur PERUSSEAU demande si on a accès à quelque chose, si quelqu'un se déplace pour venir poser des questions sur la ville.

Monsieur LACOMBE répond qu'il ne sait pas comment cela se passe.

Monsieur le maire indique qu'il n'y a jamais eu de questionnaire sur ce sujet.

Monsieur PERUSSEAU indique que l'on connaît déjà ça pour les universités et les écoles, c'est un autre sujet, on le sait bien, il s'excuse, ne veut pas donner de leçons mais il indique qu'il faut gérer ce processus, il n'est pas possible d'être classé de la sorte. Monsieur PERUSSEAU trouve que c'est une honte et précise qu'il n'est pourtant pas un luchonnais avec 100 ans de Luchon derrière lui, c'est inadmissible.

Monsieur le maire répond que peut être que ce programme « petites villes de demain » aidera les uns et les autres.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il faut rentrer dans le process, on peut faire un tas de belles choses et il y a de belles choses à faire à Luchon, il faut arrêter quand même.

Monsieur le maire répond que l'on peut commencer par voter pour ou contre l'adoption de cette délibération d'adhésion au programme « petites villes de demain ».

Monsieur PERUSSEAU répond que monsieur le maire lui demande de se taire s'il comprend bien.

Monsieur le maire répond que non.

Monsieur PALACIN indique à monsieur PERUSSEAU « c'est le goulag ici, vous le savez bien ! ».

Monsieur le maire indique que ce dont parle monsieur PERUSSEAU ne fait pas l'objet d'un conseil municipal.

Monsieur le maire indique que tout le monde est au courant que monsieur PERUSSEAU est offusqué des notes qui sont données dans les différents questionnaires qui passent indépendamment de la volonté de la commune dans la presse.

Considérant les bénéfices attendus pour la commune de participer au programme « Petites Villes de Demain ».

Monsieur LACOMBE indique à l'assemblée délibérante qu'il convient d'autoriser monsieur le Maire à :

- Signer la convention d'adhésion au programme Petites Villes de Demain et tout autre document s'y rapportant dans le but d'acter l'engagement de la Commune.
- Procéder au recrutement du Chef de projet en partenariat avec la Communauté de communes des Pyrénées Haut-Garonnaises.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, autorise monsieur le Maire à :

- Signer la convention d'adhésion au programme Petites Villes de Demain et tout autre document s'y rapportant dans le but d'acter l'engagement de la Commune.
- Procéder au recrutement du Chef de projet en partenariat avec la Communauté de communes des Pyrénées Haut-Garonnaises.

Urbanisme

37. VENTE DE LA VILLA « LE BOSQUET » SISE MONTEE DES THERMES ROMAINS, PARCELLE CADASTREE SECTION AI N° 323.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il s'agit d'une remise en vente de la villa « le bosquet ». Il rappelle que le prix était fixé à 300 000 euros, toutefois, les dégradations ont continué et aujourd'hui, l'estimation des domaines fixe le prix à 150 000 euros.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que par une délibération en date du 3 juin 2016, le conseil municipal de la Commune de Bagnères de Luchon s'était prononcé favorablement sur la vente de la Villa « Le Bosquet », propriété communale bâtie sur la Montée des Thermes Romains de Bagnères de Luchon.

Le service Evaluations Domaniales de la Direction Régionale des Finances Publiques de Languedoc Roussillon Midi-Pyrénées avait alors estimé le bien à la somme de 312 000,00 € HT.

Monsieur le maire précise aux élus que l'avis du Domaine a procédé à l'actualisation de la valeur vénale de la « Villa du Bosquet » dans le cadre du projet de cession, qui est portée à 150 000,00 € HT en date du 18 novembre 2020.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'actualisation de la valeur vénale de la « Villa du Bosquet » dans le cadre du projet de cession, qui est portée à 150 000,00 € HT.

38. ACQUISITION DE LA MAISON « RAMEL ».

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire rappelle aux élus que ce projet d'acquisition a déjà été évoqué lors de précédents conseils municipaux et que les parcelles qui entourent le bâtiment ont déjà été acquises par la commune.

Monsieur le maire précise qu'il espère négocier l'acquisition à 200.000 euros avec une aide de l'Etat à hauteur de 50 %.

Monsieur le maire rappelle aux élus que le bien immobilier le Ramel appartenant aux copropriétaires "Bd Amédée Fontan Luchon" : cadastré section AK n°475, d'une surface utile d'environ 900 m², et, d'une superficie au sol de 479 m², anciennement Villa Bertin édifiée en 1868, situé au milieu du Parc Ramel boisé, est aujourd'hui totalement vétuste, seuls les murs extérieurs subsistent.

Ce bâtiment du second Empire massif fait partie du patrimoine historique luchonnais.

Suite à l'avis du Domaine, en date du 05/10/2020, qui a estimé la valeur vénale de l'ensemble immobilier à 225.000 euros HT (+ ou - 15%),

Les conditions d'acquisition proposées sont les suivantes :

- Achat du bien immobilier « la Maison Ramel » cadastré Section AK n°475 d'une superficie au sol de 479 m² moyennant la somme de 200.000 € TTC.

Au regard de ces éléments, monsieur le maire sollicite l'autorisation de l'assemblée afin :

- D'approuver l'acquisition de ce bien immobilier,
- D'autoriser monsieur le Maire à signer tous les actes sous seings privés et notariés nécessaires.
- D'autoriser monsieur le Maire à solliciter une subvention de 50 % auprès des services de l'Etat.

Monsieur le Maire précise à l'assemblée délibérante que les frais notariés seront à la charge de la commune et que l'acte de vente sera rédigé par Maître Gely, Notaire de la commune de Bagnères de Luchon, ainsi que toutes pièces afférentes à la vente.

Le conseil municipal, après délibération par 15 voix pour, 3 voix contre (M. PERUSSEAU, M. FERRE, Mme CAU) et 1 abstention (M. FOURCADET) :

- Approuve l'acquisition de ce bien immobilier,
- Autorise monsieur le Maire à signer tous les actes sous seings privés et notariés nécessaires.
- Autorise monsieur le Maire à solliciter une subvention de 50 % auprès des services de l'Etat.

39. DELIBERATION DONNANT UN AVIS SUR LE PROJET DE TELECABINE BAGNERES-DE-LUCHON / SUPERBAGNERES

Rapporteur : M. le Maire

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 472-1 et L. 472-2 ;

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 122-1 V ;

Monsieur le Maire présente les motifs pour lesquels il est nécessaire de donner un avis sur le projet de construction de la télécabine reliant la commune de Bagnères-de-Luchon au plateau de Superbagnères, à savoir :

- Au titre de l'article L. 472-1 du code de l'urbanisme, tout travaux de construction ou de modification substantielle d'une remontée mécanique est soumis à autorisation d'exécution de travaux. A ce titre deux demandes d'autorisation d'exécution de travaux (DAET) ont été déposées en mairie de Saint-Aventin et Bagnères-de-Luchon, communes concernées par le tracé de la future remontée mécanique ;
- Conformément à l'article L. 122-1 du code de l'environnement la réalisation de travaux de construction intervenant dans le milieu naturel ou le paysage et étant susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale. Le paragraphe V de cet article prévoit que dans ce cas le dossier présentant le projet comprenant l'étude d'impact et la demande d'autorisation est transmis pour avis aux collectivités territoriales et à leurs groupements intéressés par le projet.

Considérant la demande d'autorisation d'exécution des travaux déposée en mairie le 05 novembre 2020 ;

Considérant l'intérêt pour la commune et le bon fonctionnement de la station de Superbagnères du remplacement de la télécabine devenue obsolète.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire et en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- De donner un avis favorable au projet de construction de la télécabine reliant la commune de Bagnères-de-Luchon au plateau de Superbagnères

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et sera transmise à monsieur le Maire de la commune de Saint-Aventin, ainsi que madame la Sous-préfète de la Haute-Garonne, arrondissement de Saint-Gaudens.

40. CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE SUR DES PROPRIETES COMMUNALES RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC AU PROFIT DE FIBRE 31.

Rapporteur : M. le maire.

Dans le cadre du déploiement de la fibre optique sur le territoire de la Haute-Garonne et à Bagnères de Luchon, la société Fibre31, mandatée par le département par le biais de Haute-Garonne Numérique, doit installer des éléments structurants de son réseau sur des propriétés communales relevant du domaine public.

La recherche d'emplacements sur le territoire communal a été compliquée par le paysage et le patrimoine local et s'est faite avec le concours de l'Architecte des Bâtiments de France. Par conséquent, quatre emplacements se trouvent sur les propriétés communales relevant du domaine public. Cela nécessite donc de mettre en place des conventions d'occupation temporaire du domaine public.

Il est proposé des conventions d'occupation du domaine public à titre gratuit et valables jusqu'au 25 mai 2043.

La convention garantit un libre accès de l'entreprise Fibre 31 à ces équipements pour qu'elle puisse les entretenir et les exploiter. Par ailleurs, l'entreprise doit assumer la responsabilité de tous les travaux qu'elle y entreprend (remise en état, indemnisation en cas de dommages liés à l'équipement, etc...).

Vu l'article L45-9 du Code des Postes et des Communications Electroniques qui autorise les exploitants de réseaux ouverts à bénéficier d'un droit de passage sur le domaine public non routier,

Vu l'article L46 du Code des Postes et des Communications Electroniques qui prévoit la mise en place d'une convention lorsqu'il y a occupation du domaine public non routier,

Vu la position de délégataire de l'entreprise mandatée, Fibre 31, qui bénéficie d'une Délégation de Service Public de Haute-Garonne Numérique,

Vu les positions proposées des Sous-Répartiteurs Optiques, tous situés sur le domaine public non routier de la Commune,

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver les modalités exposées ci-dessus et de l'autoriser à signer toutes les conventions d'occupation du domaine public, temporaires et à titre gratuit (annexées à la présente), pour l'installation de la fibre optique sur le territoire de la Commune.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il n'est pas possible de faire également le nécessaire pour les fils électriques.

Monsieur LACOMBE répond qu'il n'est pas possible de mélanger des courants forts et faibles donc il n'est pas autorisé de passer autre chose que la fibre.

Monsieur SUBERCAZE demande si cela passe sur des voies communales.

Monsieur LACOMBE répond que pour l'instant, des armoires ont été posées. L'accord de l'ABF a été nécessaire, ensuite, les canalisations « Orange » seront reliées pour passer la fibre dans ces mêmes réseaux « Orange ».

Monsieur SUBERCAZE indique que Fibre31 a donc la charge de la remise en état de là où ils sont passés. Il souhaite savoir s'il y a un moyen de vérifier lorsqu'il s'agit d'une voirie communale.

Monsieur LACOMBE répond qu'il est vrai que des réfections de chaussée, après ouvertures, doivent être reprises.

Monsieur SUBERCAZE demande s'il y a eu un état des lieux préalable.

Monsieur LACOMBE répond par la négative mais ça peut se faire à postériori.

Monsieur SUBERCAZE estime qu'il serait bon de faire passer la police municipale afin de prendre des photos et faire un état des lieux.

Monsieur SUBERCAZE précise également que s'il est nécessaire de faire de l'enrobé à certains endroits, il est important que ce soit fait dans les règles de l'art car ensuite il y a des désordres qui coûtent cher à traiter.

Monsieur LACOMBE indique que cela va être vu avec la police municipale et les services techniques pour les endroits qui posent problème.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité approuve les modalités exposées ci-dessus et autorise monsieur le maire à signer toutes les conventions d'occupation du domaine public, temporaires et à titre gratuit (annexées à la présente), pour l'installation de la fibre optique sur le territoire de la Commune.

Travaux

41. ECLAIRAGE DES COURTS DE TENNIS.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il s'agit de mettre en lumière, via les services du SDEHG, les courts de tennis en terre battue numéros 1 et 2 qui sont d'une qualité assez remarquable.

A cette occasion, monsieur le maire remercie le personnel municipal qui contribue à l'entretien de ces installations.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que suite à la demande de la commune du 25/02/2019 concernant l'éclairage des courts de tennis 1 et 2, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

Mise en éclairage des courts de tennis en terre battue n°1 et 2 :

- Depuis le réseau existant, création d'une extension de réseau éclairage public sur 215 mètres avec mise en place d'un coffret de commande pour l'allumage et l'extinction des terrains de tennis.

- Mise en place de 8 projecteurs de puissance 205 Watt LED pour éclairer les surfaces de jeu :

Deux mâts doubles entre les deux terrains et 2 mâts de chaque côté du terrain pour uniformiser l'ensemble des courts.

Monsieur le Maire invite les élus à délibérer sur l'engagement de la participation financière de la commune, calculée sur les bases suivantes :

• TVA (récupérée par le SDEGH)	10 393 €
• Part SDEHG	26 397 €
• <u>Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)</u>	<u>29 202 €</u>
Total	65 992 €

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante :

- D'approuver l'avant-projet sommaire présenté.
- De s'engager sur la participation financière.

- De conclure un contrat de fourniture d'électricité puis de solliciter la mise en service dudit raccordement auprès du fournisseur de la collectivité.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité :

- Approuve l'avant-projet sommaire présenté.
- S'engage sur la participation financière.
- Approuve la conclusion d'un contrat de fourniture d'électricité et décide de solliciter la mise en service dudit raccordement auprès du fournisseur de la collectivité.

42. ECLAIRAGE DES ABORDS DU CASINO ET DU PARC.

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante que cette délibération porte sur la remise en conformité du réseau d'éclairage public sur l'ensemble du casino.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que suite à la demande de la commune du 09/12/2020 concernant la remise en conformité du réseau éclairage public ainsi que la rénovation des ensembles présents sur le site du casino, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

- Création d'un nouveau réseau d'éclairage public pour mise en conformité sur une longueur d'environ 500 ml.

Type d'éclairage à mettre en place :

-Parking N°1

-Mise en place de 2 mâts aiguille de 7.00ml composé de 3 projecteurs LED de puissance 35 Watts.

-Mise en place de 4 mâts aiguille de 6.00ml équipés composé d'une lanterne LED de puissance 36 Watts.

-Parc Casino

-Pose de 25 ensembles d'éclairage public composés d'un mât de hauteur 5.00ml et d'une lanterne LED de puissance 35 Watts.

Reprise du coffret de commande et conservation des horaires actuels d'éclairage.

Monsieur le Maire invite les élus à délibérer sur l'engagement de la participation financière de la commune, calculée sur les bases suivantes :

• TVA (récupérée par le SDEGH)	23 819 €
• Part SDEHG	96 800 €
• <u>Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)</u>	<u>30 631 €</u>
Total	151 250 €

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Monsieur SUBERCAZE demande si les mâts d'éclairage sont existants ou s'il s'agit d'éléments neufs.

Monsieur le maire répond que ce sont des éléments neufs sur une charte existante.

Monsieur SUBERCAZE fait remarquer qu'esthétiquement cela a son importance.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante :

- D'approuver l'avant-projet sommaire présenté.
- De s'engager sur la participation financière.
- De conclure un contrat de fourniture d'électricité puis de solliciter la mise en service dudit raccordement auprès du fournisseur de la collectivité.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité :

- Approuve l'avant-projet sommaire présenté.
- S'engage sur la participation financière.
- Approuve la conclusion d'un contrat de fourniture d'électricité et de solliciter la mise en service dudit raccordement auprès du fournisseur de la collectivité.

Divers

43. AVIS ICPE.

Délibération reportée.

44. CENTRE DE VACCINATION DEDIE COVID19 : SUBVENTION.

Délibération reportée.

44 BIS. MANDAT SPECIAL AU MAIRE

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire souligne que cette délibération est présentée à postériori car il s'agit d'une invitation arrivée en Mairie au mois de mars 2021, cela concerne des événements qui auront lieu en 2021 et 2022.

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il s'est rendu en principauté de Monaco le 14 mars dernier avec un retour à Luchon le 15 mars.

Le mandat spécial n'a pu être présenté à l'assemblée délibérante en séance du 22 janvier dernier car il s'agit d'une invitation du palais princier du mois de mars.

L'objet de ce déplacement concernait la préparation de l'exposition commémorative des 100 ans du décès du Prince Albert I qui se tiendra à Luchon en juin 2022.

Il s'agissait également de préparer la venue, au mois de juin 2021, des carabiniers de la principauté en stage de cyclisme à Luchon.

Monsieur le maire indique aux élus que seul le billet d'avion aller/retour aux dates exposées est à imputer en charge, le logement et les repas ayant été gratuits.

Le montant du billet d'avion pour le trajet aller/retour s'élève à 124,65 euros TTC.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver les modalités du déplacement ainsi que la prise en charge du montant du trajet en avion tels qu'exposés en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité approuve les modalités du déplacement ainsi que la prise en charge du montant du trajet en avion exposés en séance.

45. QUESTIONS DIVERSES.

Néant.

Monsieur le maire remercie les élus de leur présence, de leur patience et de leur participation, il leur donne rendez-vous pour le prochain conseil municipal dont ils auront la date aussi vite que possible.

Monsieur le maire demande aux élus de bien vouloir rester afin de signer les documents budgétaires qui découlent des délibérations présentées lors de la séance.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 21 h 43.